

DÉLOCALISATIONS INDUSTRIELLES

L'Algérie, une destination de choix

Grâce aux avantages comparatifs qu'offre le gaz naturel, véritable « allié de la transition énergétique », l'Algérie pourrait attirer des investissements industriels internationaux cherchant à rendre leurs processus plus propres, a indiqué le Professeur Nouredine Yassaa, Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFE). P 3



DOUANES

**Les opérateurs
économiques
appelés à adhérer
à la démarche de
transition numérique**



Le Directeur général des Douanes algériennes, le général major Abdelhafid Bakhoucha a invité, dimanche à Alger, les opérateurs économiques activant dans le commerce international à adhérer à la démarche de transition numérique, à travers l'inscription dans le nouveau système informatisé des Douanes.

P 4

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

**Une contribution de
3,41% au PIB en 2022**

Lors d'un colloque organisé ce dimanche à Alger sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, plusieurs cadres de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ont présenté une évaluation des politiques publiques visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures en Algérie, relevant le «développement sans précédent» qu'elles ont connues ces dernières années.

P 4

CONTRIBUTION

**La nouvelle donne
gazière mondiale
et l'Algérie**

Deux crises, l'une sanitaire, le Covid-19 et l'autre géopolitique, le conflit Russie-Ukraine, ont sérieusement bousculé le monde de l'énergie. Si la première a mis le pétrole en exergue, le gaz naturel a été la vedette de la seconde. L'année 2022 aura été l'année la plus perturbante de l'histoire du marché gazier international.

P 5

**Par Sadek BOUSSENA,
ancien ministre de l'énergie**

SALON INTERNATIONAL DU FER, DE L'ACIER
ET DES PRODUITS MINIRS

**100 exposants attendus
à la 2e édition à Alger P 3**

RENTÉE PROFESSIONNELLE
DANS LES WILAYAS DU CENTRE

**Des formations en réponse
aux besoins du secteur
économique P4**

LE GECF FACE A UNE TRILOGIE
**Transition - marché
volatile - compétition P 7**

**Par A. ATTAR
ancien ministre de l'Energie**

BATNA/CARBURANTS
13 nouvelles stations-service entreront en service avant la fin de l'année 2024

Treize (13) nouvelles stations-service devraient être opérationnelles dans la wilaya de Batna "avant la fin de l'année 2024", a indiqué, dimanche le directeur de l'Energie et des mines, Abdelhamid Maâfa. Le même responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux au niveau de ces stations, en cours de réalisation dans le cadre de l'investissement privé, varie entre 60 et 90 %. Il s'agit-là d'investissements, a souligné M. Maâfa, relancés à la faveur des mesures ayant permis de lever les obstacles et autres contraintes freinant l'investissement, prises dans la wilaya de Batna. Les nouvelles stations, qui s'ajoutent aux 93 équipements déjà en service, porteront à 106 le nombre d'infrastructures de distribution de carburant et de produits pétroliers pour une capacité totale de plus de 10.000 m3, dont 62 stations équipées de dispositifs de stockage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié (GPL) "Sirghaz", dotées d'une capacité de 1.150 m3, a indiqué M. Maafa. Il a souligné que plus de 40 dossiers d'investissement relatifs à des stations-service, des centres de vidange de véhicules, des unités de stockage et de distribution en gros de lubrifiants, ainsi que des structures de stockage et de distribution de bonbonnes de gaz butane, ont été régularisés entre 2020 et 2023.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie de l'Algérie présentée à Doha

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa, a indiqué, hier depuis Doha, que l'Algérie a adopté une stratégie de développement globale basée sur la réponse aux défis majeurs, à savoir la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la sécurité hydrique, tout en plaçant la connaissance, la technologie et l'innovation au cœur de ses priorités.

Par Slimane T

Le ministre a également souligné, dans un du discours qu'il a prononcé devant les participants à une journée dédiée à l'Algérie à l'« Expo horticole de Doha » dans la capitale qatarie, l'approche adoptée par le gouvernement pour atteindre les objectifs de développement durable, en préservant la diversité naturelle et le patrimoine culturel et la valorisation des pratiques traditionnelles, ainsi que les connaissances acquises pour assurer sa durabilité au bénéfice des générations futures. D'autre part, les pouvoirs publics s'efforcent de poursuivre les efforts de modernisation et d'intensification pour une agriculture économiquement et écologiquement effi-

cace en encourageant l'innovation et la technologie pour améliorer l'environnement des citoyens et renforcer la sécurité alimentaire du pays, ajoute-t-il. Dans ce contexte, le ministre a évoqué les programmes de développement les plus importants que l'État met en œuvre pour répondre à ses besoins alimentaires, notamment l'expansion des zones de production agricole à travers la création de pôles agricoles modernes spécialisés dans les secteurs agricoles stratégiques du sud, tels que les céréales, les oléagineuses, les cultures de la betterave sucrière, fourragères, légumineuses et autres. Il a également évoqué le projet de réhabilitation du Barrage Vert, qui est un système écologique et un mur de protection contre la désertification. Il est conçu selon une approche économique

et participative. Dans le même contexte, Youcef Chorfa a évoqué le programme de développement d'arbres fruitiers résistants, qui vise à élargir les zones irriguées et à rationaliser l'utilisation des ressources en eau, en soutenant les systèmes d'irrigation économique de eau et en encourageant l'utilisation d'énergies renouvelables dans le domaine de l'agriculture et la production agricole. Il est à noter que l'Exposition horticole de Doha est organisée du 2 octobre 2023 au 28 mars 2024 au parc Al-Bidaa, sous le slogan « Désert vert... Un meilleur environnement ». Plus de 100 pays participent à cet événement international, le premier du genre au Moyen-Orient, avec un pavillon officiel et un jardin représentant chaque pays participant.

CONSEIL D'AFFAIRES ALGÉRO-MAURITANIEN

La route Tindouf-Zouerate impulsera davantage le développement socio-économique des deux pays

Le Conseil d'affaires algéro-mauritanien considère, que la route reliant Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie) impulsera davantage le développement socio-économique des deux pays frères, a-t-on appris samedi du président de cette instance. La route reliant Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie) dont le coup d'envoi officiel des travaux de réalisation a été donné jeudi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avec son frère le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, « est un projet très

important devant permettre de promouvoir et d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays frères, et de contribuer ainsi au développement socio-économique de l'ensemble des zones traversées par cette infrastructure routière stratégique de 840 km », a affirmé à l'APS Youcef Ghazi. La réalisation de ce projet « aura également un impact positif sur le cadre de vie des habitants de cette région en sus des retombées financières et économiques positives, d'autant qu'il sera question de réaliser plusieurs structures tout au long

de cette route, constituant ainsi l'un des plus importants projets de développement », a-t-il souligné. Et d'ajouter que la réalisation de ce projet routier stratégique, « est une étape historique très importante dans les relations fraternelles entre l'Algérie et la Mauritanie ». Il constituera aussi un accès fiable pour les opérateurs économiques algériens aux marchés africains via la Mauritanie. Il permettrait également de consolider la coopération économique et commerciale entre les opérateurs économiques algériens et mauritaniens, « en plus de renforcer la dynamique de développement et

la fluidité des opérations du commerce extérieur entre les deux pays », a soutenu le président du Conseil et de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Saoura) de Béchar. Cette route « vient ainsi confirmer les efforts et la sincérité de l'Algérie en matière d'impulsion et de renforcement des échanges économiques et sociaux entre les pays de l'Union africaine, de même qu'elle sera une nouvelle voie de transit international des marchandises et des personnes entre le Maghreb, l'ouest de l'Afrique et l'Europe », a-t-il conclu.

R E.

GENDARMERIE NATIONALE

Démantèlement à Naâma d'un réseau criminel

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya de Naâma ont démantelé un réseau criminel transfrontalier, qui facilitait l'entrée et la sortie des Marocains via les frontières terrestres de manière illégale, a indiqué samedi un communiqué des mêmes services. «Les éléments du Groupement territorial de la GN de la commune de Kassdir, ont procédé, suite à l'exploitation d'informations divulguées par deux

individus de nationalité marocaine, arrêtés alors qu'ils traversaient les frontières, au démantèlement d'un réseau criminel organisé transfrontalier qui facilitait l'entrée et la sortie des Marocains», a précisé la même source. «Après une enquête approfondie pour remonter à la source de l'argent versé au Marocains en Algérie et le mode opératoire du transfert, il s'est avéré qu'un individu binational recevait l'argent en dinar algérien, et le transférait

ensuite à un individu résidant au Maroc via une application électronique», a ajouté la même source. L'opération «a permis après extension de la compétence à plusieurs wilayas, d'arrêter les autres éléments du réseau à l'intérieur d'un logement utilisé comme un centre de passage, au nombre de six Marocains», a relevé le communiqué. L'opération s'est soldée par «la saisie d'une somme d'argent en monnaie nationale, estimée à 100 millions de cen-

times, et 3.440 Dirhams marocains, 6 cartes d'identités marocaines, 3 passeports marocains, 900 euros, 50 dinars tunisiens, 10 dollars et 6 téléphones portables». «Après parachèvement des procédures juridiques, tous les éléments du réseau seront présentés devant les juridictions compétentes pour crime de contrebande de migrants dans le cadre d'un groupe criminel organisé transfrontalier, transfert de capitaux de et vers l'étranger».

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DÉLOCALISATIONS INDUSTRIELLES

L'Algérie, une destination de choix

Grâce aux avantages comparatifs qu'offre le gaz naturel, véritable « allié de la transition énergétique », l'Algérie pourrait attirer des investissements industriels internationaux cherchant à rendre leurs processus plus propres. C'est ce que le Professeur Nouredine Yassaa, Commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a indiqué dans une déclaration à la radio nationale.

Par Sirine R

« **A** ctuellement, il y a certaines industries qui sont en train de se délocaliser un peu partout à cause notamment de la crise énergétique, l'Algérie pourrait être un centre pour l'implantation de ces industries. La coexistence du gaz naturel et de l'énergie solaire, en abondance, et sa position géostratégique rend l'Algérie une destination de choix pour devenir un grand pôle industriel dans la région », a-t-il souligné. Il s'agit notamment, a-t-il poursuivi, d'un potentiel de projets relevant des « secteurs industriels stratégiques pour le développement économique de notre pays », soulignant que la nouvelle approche consistait à valoriser les ressources énergétiques nationales, fossiles ou renouvelables, localement, en créant de la valeur ajoutée, de la richesse et de l'emploi dans le cadre d'une politique de diversification de l'économie. En d'autres termes, cette approche « favorise l'exportation des produits dérivés ou manufacturés au lieu d'exporter le gaz naturel brut, en incitant nos partenaires industriels étrangers à s'implanter dans notre pays en bénéficiant de l'accès à une énergie abondante, abordable, propre et durable ainsi qu'aux avantages accordés dans le cadre du nouveau code sur l'investissement », a expliqué le CEREFÉ.

Insistant sur le rôle central du gaz naturel comme « allié incontournable » des énergies renouvelables, notamment en Algérie, qui mise sur la diversification de son économie, le même responsable a affirmé que ces futurs projets investissements pourraient être concrétisés dans divers créneaux à forte valeur ajoutée, dont l'industrie mécanique, les giga-factory dans l'industrie solaire, la fabrication de batteries, l'industrie de pointe et les semi-conducteurs. Les data centers, les clouds, et autres, qui sont énergivores, peuvent ainsi bénéficier de l'abondance de l'énergie propre et durable en Algérie. M. Yassaa a également relevé l'intérêt, pour l'Algérie de déployer massivement les énergies renouvelables, compte tenu des potentialités qu'elle recèle, dont l'objectif stratégique est de diversifier les ressources énergétiques nationales et assurer sa sécurité énergétique à long terme, de façon à préserver le gaz naturel en tant que levier de création de la valeur ajoutée. « Le gaz naturel a toute sa place dans le système énergétique mondial: toutes les projections crédibles montrent que le couple gaz naturel-énergie solaire occupe une place répondante dans le futur système énergétique mondial. En attendant le développement des technologies de stockage à grande échelle, notamment les batteries de stockage et l'hydrogène vert, le

gaz naturel permettra aux énergies renouvelables intermittentes, solaire et éolienne, de se développer tout en assurant la stabilité et la fiabilité des services énergétiques », a souligné le responsable du CEREFÉ. Par ailleurs, le commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique auprès du premier Ministre a fait savoir qu'il y a deux enjeux à relever. Le premier consiste à la réduction de la consommation nationale en électricité en croissance de 5 à 6% annuellement. Quant au deuxième enjeu c'est comment se préparer à la taxe carbone. Cette dernière sera en vigueur dès 2026 et nos exportations en ciment, l'acier, le verre et les engrais sont menacés. Donc, il faut se mettre à niveau dès maintenant en accélérant les opérations de décarbonations, insiste-t-il, en annonçant qu'un projet est en cours de réalisation pour accompagner le groupe GICA pour décarboniser le ciment. Interrogé, par ailleurs, sur le sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se tiendra à Alger (28 février-2 mars), il a noté que l'évènement constitue une opportunité pour affirmer que « le gaz naturel a toute sa place dans le système énergétique mondial, d'autant plus qu'il permet d'atteindre le triple objectif: sécurité énergétique, croissance économique et protection de l'environnement ».

SALON INTERNATIONAL DU FER, DE L'ACIER ET DES PRODUITS MINIRS

100 exposants attendus à la 2^e édition à Alger

La 2e édition du Salon international du fer, de l'acier et des produits miniers (Metal, Steel and Mining Algeria Expo 2024) se tiendra du 5 au 7 mars prochain au Palais d'exposition d'Alger, ont annoncé dimanche les organisateurs. Placé sous le patronage du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, ce Salon sera organisé sous le thème : "Les clés de l'avenir métallique" et vise à être "une plateforme exceptionnelle pour les professionnels du secteur", selon un communiqué des organisateurs. Cette édition accueillera 100 exposants nationaux et internationaux, représentant les différents secteurs de l'industrie du fer, de l'acier et des produits miniers, notamment des producteurs et des transformateurs d'acier et de produits miniers, des équipementiers, des entreprises de transport et de logistique, des collecteurs de déchets ferreux et non ferreux, des cabinets d'audit et de contrôle de qualité, ainsi que des institutions financières et des investisseurs, précise la même source. Ainsi, le Salon, qui sera une occasion pour découvrir les dernières tendances et établir des connexions durables dans le secteur, accueillera des délégations officielles et des entreprises en provenance de pays tels que la Turquie, la Chine, l'Inde, la Russie, la Tunisie, l'Egypte, la France et la Mauritanie, selon le communiqué. Les organisateurs prévoient une exposition de trois jours, avec une journée technique animée par des experts de renom du secteur qui vont partager leurs connaissances et expertise lors de conférences approfondies, notamment sur les tendances du marché, les défis actuels et futurs, ainsi que les opportunités émergentes.

R E.

L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR LE GAZ

La valeur ajoutée du GECF

Par Réda Hadi

Avec la création du GRI, le GECF (Forum des pays exportateurs de gaz), s'est assuré d'une façon pérenne les recherches sur le gaz. En effet, la dernière étude Outlook du GECF sur les projections 2050, fait état d'une évolution dans le mix énergétique où la part du gaz passera de 23 à 26%. Une raison qui fait dire au Directeur de cet institut qu'il faut faire du GRI le hub technologique du GECF » En effet pour ce responsable, l'institut doit et est à même de prendre en charge toutes les missions qui ont trait à la technologie dans le domaine du gaz. C'est-à-dire, trouver des solutions à des problématiques technologiques à travers les compagnies gazières des pays GECF.

Cet institut s'occupera du volet technologique au sein du GECF. Il aura pour tâches de promouvoir l'échange technologique, scientifique et l'innovation entre les pays membres du GECF, de faire de la veille et de travailler sur les nouvelles technologies dans le domaine du gaz. Selon son directeur, le GRI jouera également le rôle de conseiller technologique du Forum des pays exportateurs de gaz, avec comme objectif d'en faire « un hub technologique du GECF, autrement dit, le bras technologique du Forum ». Invité par nos confrères de la radio nationale, Mr Adjem Azzedine, directeur de cet institut, a souligné que cet institut va se focaliser uniquement sur la recherche appliquée, c'est-à-dire, le côté pratique des choses. « Cet institut aura également des relations avec

d'autres institutions de recherche afin de pouvoir travailler sur des problématiques à travers des experts de renoms et avec des institutions de renommée mondiale », ajoute M. Adjem.

Le gaz a encore de très beaux jours devant lui

Interrogé sur l'avenir du gaz, l'intervenant a fait savoir que cette ressource a encore de très beaux jours devant elle. « Selon les données du GECF, la part du gaz dans le mix énergétique va passer de 23% à 26%, à horizon 2050-2060, et même plus, cela veut dire que le gaz a encore de très beaux jours devant lui, d'autant plus que le Forum détient 70% des réserves de cette ressource », Revenant sur l'instruit, dont il est le premier responsable, M. Adjem a fait savoir que l'inauguration du GRI

aura lieu le 29 février, en marge du 7e Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF). Toutefois, cette cérémonie sera symbolique, car l'activité du GRI, dont le siège se trouve au sein du ministère de l'Énergie et des mines, situé au Val d'Hydra (Alger), a démarré en 2019. M. Adjem a indiqué aussi que le choix de l'Algérie, comme pays hôte de cet institut, est une reconnaissance envers sa compétence et sa ressource humaine dans le domaine énergétique, par rapport à l'expertise dont elle jouit dans ce domaine depuis très longtemps. Il a rappelé au passe que l'Algérie est pionnière dans la production du GNL (gaz naturel liquéfié), et ce, à travers ses compagnies, la Sonatrach et la Camel (compagnie algérienne de méthane liquide), implantée à Arzew.

RENTRÉE
PROFESSIONNELLE DANS
LES WILAYAS DU CENTRE

Des formations
en réponse aux
besoins du
secteur
économique

La rentrée professionnelle pour la session de février a été marquée, dimanche, dans les wilayas du centre par l'ouverture de nouvelles spécialités en réponse aux besoins du secteur économique en main d'œuvre qualifiée. Attentif aux besoins du marché local de l'emploi et aux besoins du secteur économique en matière de main d'œuvre spécialisée et qualifiée, les directions de wilayas de la formation et de l'enseignement professionnels, ont adapté l'offre de formation et signé des conventions de partenariat à cet effet.

C'est le cas à Bejaia, ou plus de 6.000 nouveaux stagiaires ont rejoins, dimanche, les divers centres de formations professionnelles, portant à 20.000 le nombre total des effectifs du secteur.

La particularité de cette nouvelle rentrée est, en effet, l'élargissement de l'offre de formation par l'ouverture de nouvelles spécialités dictées par la mise en œuvre des projets structurants dans la wilaya, tels que la station de dessalement de l'eau de mer et du gisement de plomb et cuivre de Tala Hamza-Amizour, afin de mettre sur le marché les profils techniques adéquats.

A Bouira aussi, la nouveauté de cette session est l'intégration de la production pharmaceutique comme une nouvelle spécialité dispensée à l'Institut spécialisé de la formation professionnelle de Lakhdaria, en adaptation aux besoins du secteur économique local.

Dans ce cadre, la direction du secteur a signé des conventions de partenariat avec quelques entreprises pharmaceutiques comme Rosaspharm et Mag-pharm, afin de permettre aux apprentis d'effectuer leurs stages pratiques durant leur formation.

A Ain Defla, quatre nouvelles spécialités sont dispensées dans les secteurs du tourisme, l'exploitation des stations d'épuration, le traitement des produits de la pêche, l'achat et l'approvisionnement.

Des conventions de partenariat et de coopération ont été signées entre le secteur de la formation et celui de la santé de même qu'avec le bureau de wilaya de l'Union des femmes algériennes et l'Organisation algérienne de l'environnement et citoyenneté.

L'autre nouveauté à Ain Defla est l'ouverture de 12 sections détachées de formation dans les zones rurales, ainsi que la mise en service de trois autres structures dans les communes d'El Hassinia, Belaâs et Tiberkanine.

A Tipasa, la nouvelle session a connu l'ouverture de trois nouvelles spécialités, "sécurité cybernétique", "informatique développée et applications" et "systèmes et réseaux", à l'institut national des technologies de l'information et de la communication de Bou Ismail.

En outre, trois conventions de coopération et de partenariat ont été signées avec des organisations spécialisées.

Les nouvelles spécialités à Blida sont dans les domaines de transformation des céréales, préservation du patrimoine, maintenance industrielle, production végétale, et architecture d'intérieur.

L'ouverture de nouvelles spécialités a aussi caractérisé la rentrée dans la wilaya de Boumerdes où des conventions de partenariat ont été signées avec des administrations et organismes.

Des formations en pisciculture intégrée à l'agriculture, ramendage, réparation navale, technicien commercial pour les personnes aux besoins spécifiques, sont parmi les formations disponibles à compter de cette session.

A Médéa, les 33 structures ouvertes proposent 122 spécialités encadrées, et 2.015 postes de formation sont réservés aux bénéficiaires de l'allocation chômage.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

Une contribution
de 3,41% au PIB en 2022

Lors d'un colloque organisé ce dimanche à Alger sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, plusieurs cadres de l'Inspection Générale des Finances (IGF) ont présenté une évaluation des politiques publiques visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures en Algérie, relevant le «développement sans précédent» qu'elles ont connues ces dernières années.

Par S R/Agence

Selon les chiffres officiels dévoilés lors de cette rencontre, la valeur des exportations hors hydrocarbures est passée de 5,05 milliards de dollars en 2021 à 6,59 milliards de dollars en 2022, alors qu'elle n'avait pas dépassé les 3 milliards de dollars les années précédentes, soit une contribution de 3,41% en 2022 au PIB, alors qu'elle était de 1,23% entre 2011 et 2020. Cette augmentation significative est le résultat d'une batterie de mesures mises en place pour l'accompagnement des exportateurs notamment en matières réglementaires, juridiques et financières, reflétées dans les facilitations logistiques et la prise en charge, par l'Etat, d'une part des dépenses des opérateurs dans la commercialisation du produit national à l'étranger via un fonds spécial.

En outre, l'accent a été mis sur les facilitations et les incitations décidées au profit des exportateurs. Ces dernières ont également contribué à augmenter le nombre d'opérateurs activant dans l'exportation de 2.223 en 2017 à 5.502 en 2022, par rapport au recul progressif du nombre d'importateurs. Appelant dans leurs recommandations à insuffler une impulsion plus importante aux exportations hors hydrocarbures, les cadres de l'IGF ont mis en avant l'impératif de créer davantage de zones libres

et de plateformes dédiées à l'exportation, de renforcer la flotte navale commerciale de l'Algérie, de sensibiliser les exportateurs à l'importance des certificats de conformité aux normes internationales de qualité, outre la diversification des produits exportés notamment dans les domaines minier et des matériaux de construction.

L'évaluation des politiques publiques,
en tête des priorités

Dans son intervention lors de cette rencontre, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, hier à Alger, que l'évaluation des politiques publiques des différents secteurs était inscrite en tête des priorités des missions de l'Inspection Générale des Finances (IGF), mettant en avant le rôle de cette structure qui relève du ministère dans le suivi et l'évaluation des politiques nationales visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures.

Lors d'un colloque organisé par l'IGF, sur l'activité de l'exportation hors hydrocarbures, le ministre a affirmé que « la concentration sur l'évaluation des politiques publiques est au centre du champ d'application des principes consacrés dans la loi organique relative aux lois de finances », entrée en vigueur l'année passée. M. Faïd a relevé que ce cadre juridique focalise, de manière explicite, sur l'évaluation

des politiques publiques pour pouvoir exploiter les ressources publiques de manière optimale et atteindre les objectifs tracés par les autorités publiques.

Lors de ce colloque qui a vu une large participation de responsables du secteur des Finances, des banques, des douanes et d'organismes liés au commerce international, le ministre a mis en avant que la même loi est intervenue pour concrétiser la modernisation des systèmes budgétaires, marquant « un changement de qualité dans l'élaboration et la mise en œuvre du budget de l'Etat basé sur les résultats et soumis aux mécanismes de contrôle».

La rencontre vise à instaurer les principes d'une nouvelle gouvernance moderne pour le secteur des Finances, et ce dans le cadre des rencontres que le ministère a décidé d'organiser périodiquement pour dynamiser un débat ouvert sur les questions actuelles en vue d'examiner toutes les voies pour améliorer les politiques publiques et renforcer l'économie nationale à travers une gestion saine et transparente des deniers publics. Ces rencontres visent également à «promouvoir les observations et recommandations de l'Inspection générale des finances (IGF), obtenus de son travail en tant qu'outil de consultation pour aider à prendre des décisions basées sur une approche interactive et consensuelle avec toutes les parties prenantes concernées».

DOUANES

Les opérateurs économiques appelés à adhérer
à la démarche de transition numérique

Le Directeur général des Douanes algériennes, le général major Abdelhafid Bakhouche a invité, dimanche à Alger, les opérateurs économiques activant dans le commerce international à adhérer à la démarche de transition numérique, à travers l'inscription dans le nouveau système informatisé des Douanes.

L'appel a été lancé lors d'une journée d'information, organisée par la Direction générale des Douanes (DGD) à son siège au profit des opérateurs activant dans la production et l'exportation des appareils électroménagers, en présence de ses cadres, du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du Directeur général de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX), Zohir Laïche, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de représentants d'organismes et d'organisations activant en matière de promotion du commerce international.

A cette occasion, le général major Bakhouche a souligné l'importance de "l'adhésion des opérateurs économiques, les commissionnaires en douanes et les différents professionnels activant dans le commerce international à la démarche de transition numérique que connaît le secteur", en s'inscrivant dans le nouveau système informatique des douanes.

M. Bakkouche a estimé, dans ce sens, que le nouveau système informatisé des douanes "est un nouveau jalon dans le processus

de transition numérique mené par les autorités supérieures du pays, et un outil de modernisation de l'activité douanière, voire de promotion de la performance du service public", soulignant que ses services "veillent à ce propos à intensifier les sessions de formation au profit des opérateurs économiques en vue de leur faciliter l'accès".

Aussi, le Général-major Bekhoucha a affirmé que ses ser-

vices s'attelaient à "renforcer et à encourager l'accès des opérateurs économiques aux différentes facilitations douanières visant à réduire les délais et coûts de dédouanement, ainsi qu'aux avantages fiscaux encadrés par les systèmes douaniers économiques en import-export".

De surcroît, le responsable a évoqué l'accompagnement qu'assurent les Douanes algériennes au

profit des opérateurs à travers l'ouverture de canaux de communication directs et permanents, l'orientation des exportations, l'écoute des préoccupations et renseignements des opérateurs, en plus de les informer des facilitations douanières octroyées et de l'actualité en matières juridique et réglementaire que cet organe veille à appliquer.

Mercuriale					
وزارة التجارة وترقية الصادرات MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS					
وزارة الفلاحة والتنمية الريفية MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPEMENT RURAL					
عرض أسعار البع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 25 فبراير 2024 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 25 février 2024					
Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	55	البطاطا
	Tomate	83	97	70	الطماطم
	Oignon sec	76	82	69	البصل الجاف
	Ail sec	521	592	449	الثوم الجاف
	Carotte	67	76	59	الجزر
	Navet	67	75	58	لفت
	Chou-fleur	54	61	48	قرنبيط
	Choux	58	64	51	كرنب
	Courgette	104	116	91	الكوسة
	Haricot vert	358	380	337	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	91	101	81	الخس
	Pomme locale	436	554	319	التفاح المحلي
	Datte	565	701	428	التمر
	Orange	133	162	103	البرتقال
	Mandarine	180	208	153	الماندرين
	Banane	326	339	312	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1729	1872	1587	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	459	474	445	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)

La nouvelle donne gazière mondiale et l’Algérie

Sadek BOUSSENA(*)

Deux crises, l’une sanitaire, le Covid-19 et l’autre géopolitique, le conflit Russie-Ukraine, ont sérieusement bousculé le monde de l’énergie. Si la première a mis le pétrole en exergue, le gaz naturel a été la vedette de la seconde. L’année 2022 aura été l’année la plus perturbante de l’histoire du marché gazier international. Certes, les enjeux gaziers sont secondaires au regard d’autres risques comme celui du risque de conflagration conséquente aux conflits en cours ou celui d’une grave crise économique mondiale, mais en même temps, un exportateur principal de gaz naturel comme l’Algérie doit rester en veille stratégique pour ce qui concerne les développements possibles d’un marché qui le concerne au premier chef. C’est le cas, par exemple, avec la guerre en Ukraine qui a provoqué sur le marché gazier des événements auparavant impensables. On a vu, ainsi, l’Europe décider de remplacer subitement de gros volumes de gaz russe par du GNL américain pourtant plus cher et issu du gaz de schiste. Concomitamment, elle décide aussi d’une « sortie rapide » du gaz naturel pour des raisons climatiques. On a assisté au sabotage anonyme, et pour l’instant dans l’impunité, des gazoducs stratégiques Nord Stream 1 & 2 qui alimentaient l’Europe occidentale. On commence à payer du gaz en rouble ou en yuan au lieu du roi-dollar, etc. Peut-on imaginer que l’on puisse secouer, voire s’attaquer à 20 % des exportations mondiales, que représentait le gaz russe, sans ébranler l’ensemble du système ? Il est évident que cela va impacter les circuits de commercialisation à travers le monde, les prix sur les divers marchés et même la forme des contrats gaziers, avec sans doute, des implications sur les équilibres géopolitiques et des conséquences sur la configuration et le rythme de la transition énergétique mondiale. Je vous propose de commenter quelques-unes de ces dynamiques qui pourraient influencer la stratégie gazière de l’Algérie. 1. Tout d’abord, essayons d’identifier les facteurs d’influence sur le futur du gaz naturel. Ceux qui, probablement, auront le plus d’influence sur les fondamentaux du marché international. Pêle-mêle, rappelons quelques-unes des questions d’importance pour le gaz dans le contexte mondial actuel : ● Que deviendra la demande gazière si on doit traverser un ralentissement de l’économie mondiale ou une crise financière du fait de l’usage abusif des politiques de facilités monétaires (QI) des grands pays occidentaux ? En premier lieu, comment va évoluer la demande gazière asiatique qui constituera le gros de la croissance mondiale. ● Quels sont les risques sur les échanges gaziers d’un « découplage » entre les économies des Etats-Unis et de la Chine avec une « démondialisation » et une fragmentation des marchés ? ● Sachant l’importance du gaz de schiste américain sur les équilibres et les formes du futur marché, les Etats-Unis seront-ils en mesure de le développer à la hauteur de leurs ambitions annoncées ? ● Comment vont évoluer les négociations internationales sur le climat concernant la place des hydrocarbures dans la transition énergétique mondiale ? Le gaz naturel sera-t-il réellement banni de la transition énergétique à cause de ses émissions de CO2 ? ● Connaissant l’importance du dollar US

dans le commerce international du gaz, quelles seront les conséquences de la contestation croissante de ses « privilèges exorbitants » ? ● Les capacités de financement des énergies alternatives seront-elles suffisantes pour réduire la place du gaz naturel, surtout dans les pays émergents ? ● Quel sera l’impact d’une plus grande internationalisation (et éventuellement de leur financiarisation) des marchés du gaz naturel ? ● Le renforcement des BRICS+ (et de sa Banque de développement) aura-t-il des conséquences sur les plans énergétiques ? ● Quel sera l’impact de la reconfiguration géopolitique mondiale sur la structuration du marché gazier, surtout avec la guerre en Ukraine, les tensions Chine-Etats-Unis (Taiwan), le retour au premier plan du conflit israélo-palestinien et les autres conflits (Yémen, Syrie, Libye, Soudan, Congo) dont certains ont un lien direct avec les enjeux énergétiques ? ● Le futur marché gazier pourrait être perturbé par la possible aggravation du conflit Moyen Oriental, suite à l’attaque du Hamas (7 octobre 2023) et des bombardements contre la bande de Gaza par l’armée israélienne. Surtout, si l’Iran est impliqué ou si les pays arabes, comme en 1973, décident d’un embargo pétrolier pour soutenir la Palestine. Déjà, des perturbations sont enregistrées dans les livraisons du GNL qatari vers l’Europe du fait des attaques houthies en mer rouge. Mais le plus notable est que cette attaque du 7 octobre a bloqué le processus de « normalisation » des relations diplomatiques entre l’Arabie Saoudite et Israël retardant, ainsi, le projet de corridor économique (IMEC), considéré comme une alternative stratégique au projet chinois de « route de la soie » et comme une nouvelle voie moyen-orientale pour remplacer le pétrole et le gaz russe (sous boycott). Voilà donc 10 facteurs correspondant à autant de questions, de préoccupations, et d’incertitudes, qui ne manqueront pas d’impacter la scène énergétique mondiale, les échanges, et bien sur le marché gazier dans le monde au cours des années à venir. 2. La guerre en Ukraine va bouleverser le marché gazier international. Cette crise rappelle la vulnérabilité des exportateurs. En Occident, lorsqu’on parle de sécurité énergétique, on fait strictement référence à celle des approvisionnements, alors que l’expérience montre que les exportateurs aussi y sont confrontés. D’autant que le gaz naturel n’a pas de « marché captif ». Ainsi, malgré tous ses efforts d’évitement, la Russie a vu ses ventes de gaz à l’Europe se retrouver au milieu de son conflit avec l’Ukraine. Ainsi, suite à l’invasion de l’Ukraine le 24 février 2022, l’OTAN, l’Union Européenne et le G7 adoptent beaucoup de sanctions contre la Russie dont notamment celles contre ses ventes d’hydrocarbures, le gel de tous ses avoirs déposés dans les banques occidentales, et l’exclusion de ses banques du système international de paiements SWIFT. Sans qu’un embargo formel ne soit décidé par les Européens, du fait du sabotage des deux gros gazoducs sous-marins les Nord Stream 1 & 2 et donc de l’arrêt de leur fonctionnement, les exportations russes de gaz vers l’Europe chutent d’environ 70 %. Exportateurs et importateurs assistent médusés à ce grave précédent qui marquera, sans doute, les esprits dans le business gazier international. Les autres exportateurs doivent en tirer les

leçons. Des sanctions internationales visant la Russie, une grande puissance nucléaire, avec droit de veto au conseil de sécurité de l’ONU et le plus grand exportateur de gaz naturel, constituent un événement inédit qui doit faire réfléchir d’autres exportateurs moins puissants. ● Ainsi, on s’aperçoit que l’on peut drastiquement réduire des achats de gaz couverts par l’obligation de la clause de take or pay (TOP) des contrats à long terme sans recourir à un embargo formel. Les garanties et la crédibilité des contrats à long terme de type TOP ont été mises à rude épreuve. ● En quelques mois, l’Europe a réussi à substituer son plus gros fournisseur de gaz naturel en acceptant de payer beaucoup plus cher ses importations. ● C’est le GNL (gaz naturel liquéfié) américain qui en a profité malgré le fait qu’il soit produit à partir du gaz de schiste que les Européens avaient l’habitude de dénoncer comme gros émetteur de CO2. ● Avec le boycott, on éjecte du marché « unique » européen, Gazprom, la plus grande compagnie gazière mondiale qui menait une politique active d’intégration dans ce vaste marché libéralisé. Elle perd son plus gros débouché malgré sa politique d’accommodante de prix et ses relations privilégiées avec l’Allemagne. ● On peut, dans l’impunité, pour des raisons stratégiques, faire exploser de gros gazoducs alimentant l’Europe. Les pipelines Nord Stream 1 & 2 ont été sabotés en pleine mer Baltique, sans réaction des pays concernés et de l’OTAN. ● La Russie va être obligée de faire « pivoter » son gaz et les Etats-Unis annoncent qu’ils vont entraver leur programme de développement du GNL. D’autres pays exportateurs, y compris l’Algérie, pourraient se trouver dans une situation plus ou moins similaire. Pour des raisons géopolitiques, la sécurité de leurs débouchés pourrait être remise en question (embargos, gel des recettes...), mais le danger peut aussi venir d’une crise économique internationale ou régionale (chute des prix, baisse de la valeur du dollar, crise bancaire, etc.). L’Algérie, dont le débouché principal pour son gaz est l’Europe doit tirer toutes les leçons de cette crise tant en termes d’opportunités commerciales supplémentaires qu’en prévention des possibles risques qui en découlent. 3. Une nouvelle donne gazière internationale Coup de frein à la mondialisation néolibérale du marché gazier. Alors que le marché gazier international s’acheminait, lui aussi, vers une mondialisation de type néolibéral, toutes ces crises pourraient en dévier le processus. La guerre en Ukraine, surtout, a montré les limites des mécanismes marchands qui s’appuient sur l’ouverture des marchés nationaux, la liberté des prix domestiques, la privatisation des monopoles publics, le développement des hubs et des marchés financiers où la spéculation est de règle. Ce modèle s’est avéré, pour l’instant, inefficace pour gérer la sécurité des transactions tant pour les importateurs que pour les exportateurs. La forte volatilité des prix, nuisible aux consommateurs, aux producteurs et aux investissements, en est une illustration. De même, « l’invitation », faite par l’Union européenne, aux compagnies de se désengager du gaz russe sans une décision formelle d’embargo, le plafonnement des prix, le recours aux achats groupés de gaz et le blocage des tarifs domestiques constituent des interventions directes des gouvernements occi-

dentaux en contradiction avec leurs positions durant les deux dernières décennies sur la nécessité d’un fonctionnement libre des marchés énergétiques. Ce retour à un interventionnisme étatique de la part des Etats européens, déjà enclenché lors du Covid-19, s’est aggravé avec cette guerre en Ukraine. Des mesures qui, probablement, marqueront les marchés dans l’avenir. Le néolibéralisme sous-jacent à la mondialisation du marché gazier est directement interpellé par la crise actuelle, poussant certains Etats à s’interroger sur la pertinence des réformes mises en place. Vers une plus grande internationalisation du marché. Le développement des gazoducs inter-frontaliers, des infrastructures liées au GNL, des marchés spot et des hubs, multiplie les interconnexions et les transactions internationales, créant les conditions d’un marché plus concurrentiel. Ces nouvelles conditions élargissent le nombre de participants sur des marchés libres en plein développement (aujourd’hui, près de 20% des transactions) : nouveaux importateurs de pays émergents, nouveaux clients industriels qui s’approvisionnent directement sur le marché international, attirant des traders et facilitant les arbitrages entre les marchés avec la spéculation et la plus forte volatilité des prix spot. Ces marchés commencent à offrir au niveau international une liquidité des transactions suffisante pour que se pratique une concurrence directe dite « gaz/gaz » avec des prix spécifiques que les opérateurs de contrats à long terme, comme Sonatrach ne peuvent plus ignorer. Cette dynamique en cours débouche sur une nouvelle donne gazière qui va obliger tous les acteurs gaziers, y compris les plus gros, à revoir leurs stratégies commerciales. La zone atlantique nord, nouveau centre du commerce du GNL. Aujourd’hui se dessinent trois pôles principaux d’échanges de GNL. Le premier, en pleine croissance grâce aux Américains, couvre la zone Atlantique et se positionne comme le marché le plus représentatif, car reliant les deux marchés les plus libéralisés au monde, l’Europe et les Etats-Unis, et qui offre donc les conditions pour une concurrence gaz/gaz suffisamment transparente pour fournir des prix de référence. Le deuxième couvrant la zone des pays de l’Asie du Nord : Japon, Corée du Sud, Chine, Taiwan, Philippines, qui s’approvisionnent largement à partir du commerce international, mais avec des marchés domestiques plus ou moins protégés. Enfin, le troisième, plus sporadique, probablement appelé à croître rapidement et animé par des acteurs plus diversifiés de pays émergents. Ces trois zones où se pratiquent des transactions libres (en parallèle aux contrats à long terme) se connectent de plus en plus avec des arbitrages de prix qui se multiplient. Avec le basculement de l’Europe vers une position d’importateur majeur de GNL, du fait du boycott du gaz russe, le corridor Atlantique Nord devient une place importante pour cette énergie. La plupart des gros exportateurs y ont déjà un bon accès. Mais aussi de multiples autres catégories d’acteurs tels les gros utilisateurs de gaz, les traders, les spéculateurs sur les marchés financiers, etc. Les deux grandes zones d’importation, l’Europe et l’Asie, seront en compétition croissante, favorisant ainsi les arbitrages de prix avec progressivement un alignement des prix spot et un impact indirect sur ceux des contrats à long terme. L’internationalisation du marché gazier s’accélère. (*) Ancien ministre de l’énergie, chercheur associé à l’université de Grenoble

MASCARA

Premier Salon des énergies renouvelables

La Maison de culture «Abi Ras Ennaceri» abrite à partir d'hier dimanche la 1ère édition du Salon national des énergies renouvelables, a-t-on appris, auprès des organisateurs. Cet événement est organisé par l'Organisation nationale des énergies renouvelables et du développement durable, sous l'égide du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, en coordination avec les services de la wilaya de Mascara et de l'Assemblée populaire de la wilaya, ainsi que des directions de l'Environnement, de l'Energie et des mines et de l'Agriculture. Pas moins de 16 exposants, dont des startups, des opérateurs économiques publics et privés activant dans le domaine des énergies renouvelables, des étudiants porteurs d'idées de projets, les universités d'Oran et Mascara, ainsi que des établissements de formation dans la wilaya de Mascara, participeront à cette première édition, a déclaré le président de l'instance organisatrice de ce Salon Benyakhou Kamel Bendoukha. Au cours de cet événement de trois jours, les réalisations des startups et des entreprises publiques et privées dans le domaine des énergies renouvelables seront présentées, a-t-on fait savoir, ajoutant qu'il s'agit de panneaux solaires, d'équipements d'énergie solaire pour l'irrigation agricole et les lampes alimentées par l'énergie solaire. Un atelier de formation sur l'énergie solaire est prévu en marge de l'exposition, au profit d'étudiants universitaires porteurs d'idées de startups et de stagiaires de la formation professionnelle, ainsi qu'une journée d'étude sur «la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables... surmonter les difficultés et les obstacles» avec la participation de professeurs d'universités et de chercheurs spécialisés dans le domaine des énergies renouvelables, selon la même source. L'objectif du Salon est d'améliorer la communication et les échanges entre les startups et les opérateurs économiques activant dans le domaine des énergies renouvelables, en plus de communiquer sur les opportunités liées aux énergies renouvelables dans les domaines économique et agricole, a-t-on ajouté.

LA RAFFINERIE DE CONDENSAT DE SKIKDA

Un pilier fondamental de l'économie et de la sécurité énergétiques

Entrée en service en 2009, la raffinerie de condensat (RA2K) de Skikda est un "atout maître" de la stratégie de Sonatrach pour soutenir l'économie et la sécurité énergétiques de l'Algérie, a indiqué son directeur, Hassan Bouadam.

La raffinerie RA2K permet au groupe Sonatrach de remplir l'ensemble de ses engagements vis-à-vis des clients étrangers en matière de produits énergétiques, ce qui en fait une "valeur ajoutée" à l'économie nationale, a souligné le même responsable. Tout en précisant que la raffinerie traite 5 millions de tonnes par an de condensat, un type de pétrole léger, propre, ne contenant pas beaucoup de polluants, M. Bouadam a indiqué que la raffinerie, qui procède au raffinage par distillation atmosphérique, a été certifiée ISO 9001 en 2015 en matière de normes de qualité. Selon le même responsable, la raffinerie de condensat de Skikda est "la seule à traiter du pétrole de condensat léger au niveau national". Elle traite, conformément aux normes internationales, 5 millions de tonnes de condensat par an, provenant de la région de Haoud El Hamra, dans la wilaya de Ouargla, dont 83% de naphta (soit quelque 4 millions de tonnes), très demandé à l'export. Le naphta, un mélange liquide d'hydrocarbures légers,

principalement utilisé dans la pétrochimie où il permet, notamment, de produire de l'éthylène et du propylène, qui permettent à leur tour de produire des matières plastiques. De même que la raffinerie produit environ 1 million de tonnes de produits énergétiques destinés au marché local et qui contribuent à la sécurité énergétique du pays, tels que le gaz butane dont la production est estimée à 150 tonnes par jour, le kérosène (carburant pour l'aviation), et le gas-oil. La raffinerie de condensat de Skikda, située dans la zone industrielle, à l'est de Skikda, s'étend sur une superficie de 45 hectares. Elle comprend plusieurs unités : distillation du condensat, séparation propane/butane, unité sous vide de traitement gas-oil lourd, de traitement du kérosène, unité de stockage et transfert des produits, et unité de production des utilités et de traitement des eaux. Le contrôle du processus de raffinage et de toutes les unités est centralisé au niveau de la salle de contrôle (DCS), "cœur battant" de la raffinerie que l'on appelle communé-

ment le "noyau de l'usine" où se trouvent également les alarmes et la salle de veille et de contrôle de la sécurité. M. Bouadam a également affirmé que la raffinerie de condensat utilise "les dernières technologies dans le domaine de la surveillance à distance", à travers la salle de contrôle, qui fonctionne 24 heures sur 24 et qui dispose de quelque 300 détecteurs, répartis dans toutes les unités de l'usine, surveillant les émissions gazeuses, de sorte que la moindre fuite est immédiatement détectée et contrôlée afin d'assurer la sécurité des structures, des travailleurs et de l'environnement. Sonatrach est pionnière dans différentes industries telles que la pétrochimie, et s'emploie à assurer la sécurité énergétique et à réduire l'empreinte carbone de ses activités sans perdre de vue le facteur principal de son activité, qui est la qualité de ses produits. Celle-ci s'ajoute à la sécurité, à la prévention et à la protection de l'environnement qui figurent également parmi les priorités du Groupe.

BOUMERDES

L'université d'Adrar 1^{re} au concours sur le développement durable de l'énergie

Le Club des sciences et technologies de la Faculté des sciences de l'université d'Adrar a remporté le titre du concours de la Rencontre nationale des clubs scientifiques axé sur le développement durable de l'énergie en Algérie, à l'université de Boumerdes. Le premier prix de ce concours a été remporté par les étudiants

Moulay Rachid Tikaoui et Rahma-Khoudhri, représentant le club scientifique de l'université d'Adrar, grâce à leur projet innovant portant sur le développement d'un dispositif de production de carburant automobile (gas-oil) à partir des restes d'huiles de cuisson usagées, en intégrant un biocatalyseur représenté par des dattes et des noyaux de dates.

Le 2e prix de ce concours, qui a vu la participation de 75 clubs scientifiques avec une cinquantaine de projets innovants issus de près de 40 universités nationales, est revenue au Club scientifique de l'université de Biskra grâce à un projet portant sur la conception d'une cellule de production de l'hydrogène vert plus puissante et consommant moins d'énergie

électrique. Quant à la 3e place de ce concours, elle a été remportée par le Club scientifique de l'université de Bordj Bou Arreridj, qui a présenté un projet de production d'électricité à base d'énergie éolienne pour alimenter les véhicules et les routes en énergie électrique.

EPH MOHAMED BOUDIAF À MÉDÉA

Mission médicale de l'association franco-algérienne «Ashifa»

Une mission médicale de l'association de santé franco-algérienne « Ashifa » de Lyon (France) a entamé le 18 février dernier des consultations et des interventions en chirurgie orthopédique pour adultes et enfants dans le cadre de la coopération médicale l'établissement public hospitalier (EPH) Mohamed Boudiaf de Médéa, a-t-on appris, auprès du président de cette association. Cette mission médicale qui se poursuivra jusqu'au 24 du même mois, est la deuxième organisée depuis le début de l'année 2024, au titre de cette coopération médicale qui remonte à l'année 2019, qui coïncidait avec la déclaration de la pandémie du Covid, a fait savoir le président de « Ashifa », docteur Yahia Mekki, virologue et expert au Centre hospitalo-universitaire de Lyon. « Le but de la mission consiste en le transfert des techniques modernes de chirurgie, la coopération et la collaboration entre les médecins algériens installés à l'étranger

et ceux exerçants dans les différents établissements hospitaliers du pays », a-t-il expliqué. Le docteur Mekki a rappelé, dans ce contexte, que l'équipe médicale de l'association a pu réaliser, lors de la précédente mission qui a eu lieu du 31 janvier au 4 février, au niveau de l'Hôpital de Médéa, des dizaines d'interventions en chirurgie pédiatrique, neurochirurgie et gynécologie obstétrique, alors que la présente mission médicale est consacrée à la chirurgie orthopédique. L'association « Ashifa » prévoit une troisième mission médicale à Médéa, du 7 au 9 juin prochains, qui en plus de la neurochirurgie, la gynécologie et la chirurgie pédiatrique va traiter les patients atteints de maladies Uro-viscérales, a-t-il annoncé. Pas moins de 143 consultations et 48 actes chirurgicaux ont été réalisés à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Médéa, au titre de la première mission médicale programmée fin janvier à début février courant, a révélé, pour sa part, le directeur de l'EPH de

Médéa, Mohamed Tadjine. Concernant cette deuxième mission médicale, 350 consultations ont été menées par l'équipe médicale de l'association et celle de l'EPH de Médéa, dont 200 consultations en traumatologie pédiatrique, a ajouté Mohamed Tadjine. Par ailleurs, il est comptabilisé, depuis le début de la présente mission médicale, 24 actes chirurgicaux, 20 en chirurgie orthopédique, avec pose d'implants (prothèse de hanche) et 4 actes chirurgicaux en neurochirurgie, a détaillé le même responsable, précisant que d'autres malades seront également opérés dans le cadre de l'actuelle mission médicale. Outre l'apport en matière d'acquisition de nouvelles techniques de chirurgie, l'organisation de ce type de mission permet de prendre en charge, à titre gracieux, des malades qui attendent, pour certains depuis 5 à 10 ans, pour se faire opérer et leur éviter de déboursier des sommes très élevées pour subir des interventions chirurgicales à l'étranger, a indiqué le di-

recteur de l'EPH de Médéa. L'association « Ashifa » a fait don à l'hôpital Mohamed Boudiaf de Médéa d'un lot d'implants (tiges et têtes fémorales, cupules et inserts) qui servent dans la pose de prothèses lors d'actes de chirurgie orthopédique, selon son président. Durant la pandémie du Covid-19, « Ashifa » avait organisé l'envoi de 650 concentrateurs d'oxygène et autres équipements pour le traitement de personnes affectés par le virus aux divers hôpitaux du pays, a rappelé le docteur Mekki. Il a exprimé le « souhait » de voir la coopération entre médecins algériens établis à l'étranger et ceux qui exercent en Algérie, se « renforcer davantage » et sollicité « le soutien des pouvoirs publics pour permettre à son association de multiplier ce type de mission et de prendre, ainsi, en charge davantage de malades ici en Algérie ».

Le GECF face a une trilogie : transition – marche volatile – compétition

Par A. Attar (*)

Le gaz naturel demeure incontestablement le garant de la transition énergétique dans la plupart des pays, qu'ils soient simples importateurs & consommateurs, ou possédant assez de réserves et producteurs, mais tout aussi concernés par l'adaptation de leur modèle de consommation énergétique. Ces pays sont aussi concernés et préoccupés par l'incertitude sur l'évolution des échanges et des marchés qui sont actuellement très volatiles.

LA CERTITUDE D'UNE EVOLUTION POSITIVE DE LA DEMANDE

A priori, il est admis par tous les analystes que la croissance des besoins et de la demande en gaz se poursuivra à long et même très long terme dans les deux principaux secteurs : production d'électricité, surtout en appui aux ENR qui sont intermittentes, et matière première dans certaines industries qui ne peuvent pas fonctionner sans gaz comme la chimie, la pétrochimie, la sidérurgie, etc... Seule la modification des échanges entre producteurs et consommateurs, notamment à travers soit des gazoducs, soit du GNL est en cours et va bien sûr d'une façon ou d'une autre affecter les volumes et les prix qui sont d'ailleurs très volatiles en ce moment de ce fait et en plus impactés par un climat capricieux qui participe à la baisse des consommations. A titre d'exemple, le marché européen est en train de se détacher rapidement du gaz russe, lequel est en cours de réorientation vers d'autres marchés, surtout asiatiques. L'industrie du GNL est en train de se développer à grande vitesse et ses exportations plus flexibles risquent d'impacter les échanges par gazoducs. Les USA de leur côté ont atteint un pic historique de production grâce au gaz de schiste, ont supplanté le Qatar en matière d'exportation de GNL, et en sont les premiers exportateurs vers l'Europe. Il faut compter aussi avec de nouveaux producteurs qui arrivent ou vont arriver sur les marchés les plus intéressants. Pour le moment on peut alors affirmer que l'un des paramètres qui permet au marché actuel(entre 9 et 12 \$/MMBtu) de ne pas revenir aux prix très bas des années 2016-2020 (une moyenne de 4 à 5 \$/MMBtu), est l'impact de la baisse des investissements durant toute la période 2015-2020, en matière de maintien des capacités de production et d'exportation, qui sont demeurées liées aux seuls engagements de l'époque. Mais il faut tenir compte aussi du besoin en investissements nouveaux pour maintenir ces capacités à long terme, et les augmenter en fonction de l'accroissement de la demande. Leur négociation revient souvent à céder une partie du contrôle des productions et même des prix aux pays importateurs. Chacun de ces paramètres et son appréciation, chaque différence de politique à adopter entre membres du GECF, peut aboutir à

une compétition négative. C'est pour toutes ces raisons que la volatilité des prix va se poursuivre encore sur une ou deux années à cause :
● Principalement des reconfigurations des échanges entre régions productrices et régions consommatrices, et du mode d'approvisionnement (gazoducs ou GNL).
● Des politiques énergétiques impactant les consommations vers l'économie d'énergie, ainsi que les variations climatiques qui ont maintenant un impact sur elles.
● Et enfin toutes les turbulences géopolitiques, entraînant des alliances en cours pour le moment chez les consommateurs surtout, pouvant s'aggraver et impacter le marché aussi bien vers la hausse que vers la baisse.

LE GECF EST IL VRAIMENT EN MESURE DE PESER SUR LE MARCHE GAZIER ?

Le GECF va tenir l'une de ses plus importantes réunions à Alger entre le 29 Février et le 02 Mars 2024, un sommet au cours duquel ses membres devront se pencher sur la scène gazière mondiale, surtout les incertitudes qui la caractérisent en ce moment, et bien sur son évolution future. Bien que l'objectif des politiques énergétiques et de certaines alliances au sein du GECF, ainsi que les intérêts des parties sont parfois en opposition, aucun d'eux ne souhaite en principe un affaïssement du marché et un retour au prix des années 2016-2020. Le GECF va être obligé de se pencher sur tout ce qui menace les intérêts des pays membres. Le Secrétariat Général et le centre de recherche du GECF ont du déjà « plancher » à ce sujet, et ne manqueront pas de proposer des recommandations au cours du 7ème sommet d'Alger, pour faire face à une éventuelle destruction du marché gazier. L'enjeu principal est son contrôle, comment, et par qui ? Les producteurs ou les consommateurs ? Un des sujets importants devra probablement être abordé aussi, au moins à travers des échanges d'information entre experts et des recommandations pour tous les membres. C'est celui des mécanismes relatifs à la construction du prix du gaz qui demeure un paramètre très délicat à cerner alors que beaucoup en dépend : le marché, le type et la durée des contrats, et même la compétition qui en découle. Il est par ailleurs souhaitable que le GECF se penche cette fois ci sur les mécanismes de son fonctionnement, car ses statuts ne sont pas ceux de l'OPEP en matière de définition et d'obligation sur le plafond et les quotas de production. Le GECF est un organisme de coopération, d'échange d'informations, d'études et de recherche dans le domaine du gaz naturel et de l'énergie de façon générale, y compris le suivi des marchés, la formation, etc... Mais sans contrainte d'application de mesures relatives au niveau de production, et par conséquent la possibilité de survénance de compétitions entre pays. Or c'est cette compétition qui risque d'être négative pour ses membres en ce moment et dans

le futur dans la mesure où les réserves sont importantes, alors que les capacités de production pourraient s'accroître de beaucoup au cas où de nouveaux investissements sont mis en œuvre.

LE GECF DOIT-IL FAIRE DE L'HYDROGENE VERT SA DEUXIEME RESSOURCE A L'AVENIR ?

Il y a enfin une nouvelle source d'énergie, ou un vecteur d'énergie comme l'appellent certains : l'HYDROGENE VERT à partir de l'électrolyse d'eau avec UNE SOURCE D'ENERGIE RENOUVELABLE ET PROPRES dite VERTE (solaire et éolien principalement). Jusqu'à nos jours, sa production provenait essentiellement du vapocraquage du méthane et on l'appelait l'HYDROGENE GRIS. La production mondiale de ce dernier est actuellement d'environ 100 millions de tonnes par an, contre à peine 20.000 tonnes d'hydrogène vert, pour un usage presque exclusif dans certaines industries particulières (pétrochimie, sidérurgie, carburant spatial, et autres). Mais avec l'avènement de la crise énergétique, l'adoption un peu partout de politiques et programmes de transition énergétique vers les énergies renouvelables et propres, l'hydrogène vert est au centre de nombreux programmes d'investissement, de recherche, et de développement de sa production. Seul son prix de revient de revient actuel (plus de 6,5 \$/Kg), trois fois supérieur à celui de l'hydrogène gris (2,5 \$/Kg en moyenne) demeure un handicap. A titre d'exemple, l'Union Européenne envisage dans son programme « REPowerEU » de produire 10 millions de tonnes d'hydrogène vert à l'horizon 2030, et d'en importer 10 autres millions principalement d'Afrique. Mais son stockage et son éventuel transport par gazoduc pose problème aussi, à moins de le transformer en ammoniac ou encore de le liquéfier avant de le transporter du lieu de production au site de l'usage industriel ou énergétique. Tout le monde croit en ce moment aux solutions que va ramener le progrès technologique à la réduction de son prix de revient et l'accroissement de sa production au-delà de 2030. Plusieurs accords ont déjà été conclus dans ce domaine, surtout avec les pays d'Afrique du Nord et ceux du Moyen Orient, dont beaucoup font partie du GECF. D'où l'intérêt pour ce dernier à consacrer une attention particulière à cette ressource naturelle sur le moyen et long terme.

L'ALGERIE UN ACTEUR GAZIER PLUS QUE PETROLIER

Il apparait de plus en plus que quand l'Algérie est citée sur la scène énergétique, elle est considérée comme un acteur gazier plus que pétrolier pour plusieurs raisons. Ses capacités de production même si la production annuelle est modeste (105 Milliards M3 commercialisables, et non compris la réinjection), mais bénéficie d'une situation géographique et d'un recordement fiable au marché euro-médi-

terranéen. Ses réserves sont aussi modestes en seconde position après le Nigeria, Mais elle dispose surtout de 24.000 Mds M3 de gaz de schiste techniquement récupérables, dont le développement n'est qu'une question de temps, et d'investissements à consentir en partenariat. Pour le moment l'Algérie se défend bien dans son environnement euro-méditerranéen, un marché qu'elle maîtrise, qu'elle approvisionne à la hauteur de la demande et de ses capacités de production depuis des décennies sans faillir. Mais le secteur de l'énergie est en train de s'emballer maintenant vers un environnement beaucoup plus complexe, surtout à court et moyen terme avec un marché volatile, beaucoup de risques de compétition, et une volonté de contrôle par « certains acteurs gaziers » aussi bien producteurs que consommateurs. Les atouts de l'Algérie ne doivent pas se transformer en handicaps, et la solution est dans :
● Le suivi de très près des marchés y compris ceux à priori lointains, mais pouvant être rentables à terme grâce au GNL en particuliers, surtout si le gazoduc Nigeria-Algérie se concrétise, et si le gaz de schiste est rapidement mis en développement.
● Les investissements à consentir pour maintenir à court terme et accroître à moyen et long terme ses réserves et ses capacités de production, y compris à travers des partenariats qui ne mettent pas en danger sa « souveraineté ». Il faut tenir compte aussi des nouvelles découvertes réalisées tant en Afrique qu'en Méditerranée, qui sont certes très bénéfiques aux pays africains et à l'Afrique de façon générale à travers l'accroissement de sa consommation énergétique, le développement de son économie, et le bien être de sa population. Mais ces premières découvertes vont probablement contribuer à la modification des échanges gaziers dans la région, car elles sont annonciatrices de futures réserves particulièrement en offshore sur les côtes Est et Ouest, beaucoup plus importantes. C'est une bonne nouvelle pour l'Afrique et les Africains, mais une grande partie des productions va être exportée sous forme de GNL sur des marchés ou l'Algérie et d'autres membres du GECF sont déjà présents. Le risque d'une compétition qui n'est dans l'intérêt d'aucun d'eux, et plutôt dans celui des « acheteurs » est prévisible à moyen terme. La solution est par conséquent dans la présence et le partenariat à l'extérieur de l'Algérie à travers son acteur principal qui est Sonatrach et ses filiales dans les services pétroliers. Elle le fait déjà de nos jours mais pas assez, et souvent en retard. Plusieurs Compagnies nationales des pays membres du GECF sont déjà présentes sur les régions d'Afrique prospectives en gaz naturel, mais souvent aussi en partenariat seulement et non opératrices.

(*) Ancien ministre de l'Energie
source : energymagazinedz.com

FINANCEMENT DE
L'ÉCONOMIE
TUNISIENNE

L'appel aux
banques

Eu égard à leur poids dans l'économie, les banques publiques et privées et les établissements financiers doivent se mettre au diapason des immenses défis économiques et sociaux que la Tunisie doit relever. Leur implication plus poussée dans le soutien de l'économie nationale est plus que jamais au cœur de l'actualité économique du pays. Le Président Kaïs Saïd, lors de sa réunion la semaine dernière avec le président du conseil bancaire et financier (CBF), NéjiGhandri, s'est longuement appesanti sur la question du financement de l'économie tunisienne, et plus particulièrement sur le rôle que doit jouer le secteur bancaire dans la stratégie de développement du pays. Il a exhorté le secteur bancaire national à un engagement plus ferme, à une implication plus vigoureuse dans la dynamique de développement que connaît notre pays. En effet, les banques doivent faire plus. Plus de financements, plus d'accompagnement, plus de soutiens, notamment en faveur des populations les moins intégrées économiquement, les jeunes, les petites entreprises, les auto-entrepreneurs, etc. Soit toutes celles qui, dans l'industrie bancaire, sont rangées dans la catégorie «insolvable». Dans ce contexte, le Président de la République «a incité les banques à accorder des crédits à des conditions avantageuses au profit des citoyens qui prennent l'initiative de créer des entreprises citoyennes». Et, c'est précisément vers ces catégories que la Tunisie oriente massivement ses efforts afin de réduire les inégalités sociales et territoriales béantes, tenter de refaire fonctionner l'ascenseur social, faire de la croissance inclusive, élargir le socle de la classe moyenne et, au final, parvenir à une certaine cohésion sociale, gage de stabilité pour le pays. Par ailleurs, la contribution des banques à l'effort national dans la réalisation des grands projets, au financement de l'investissement, à l'appui des activités productives, pourvoyeuses d'emplois et génératrices de revenus, est enviable, en les incitant à s'acquitter de la mission prépondérante qui leur échoit en matière de développement.

MAURITANIE

Signature de deux conventions de financement pour la mobilisation des eaux de surface

La Mauritanie et la France ont signé deux conventions de financement d'un montant total de 40 millions d'Euros destinés à la réalisation du Projet Intégré de Mobilisation des Eaux de surface (PIME).

Le document a été signé, côté mauritanien par le ministre de l'Économie et du Développement Durable, SEM. AbdessalamOuld Mohamed Saleh, et côté français par l'ambassadeur de France, M. Alexandre Garcia, et la Directrice de l'Agence Française de Développement (AFD) en Mauritanie, Mme Bénédicte Brusset en présence du ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, M. Ismaël Abdel Vettah. La première convention de crédit est d'un montant de 35 millions d'Euros tandis que la seconde porte sur une subvention à hauteur de 5 millions d'Euros, montants auxquels s'ajoutent 4 millions d'Euros de contrepartie de l'État mauritanien. Ce projet mené par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement partici-

pera d'une part, à la réhabilitation et la valorisation agropastorale de 36 barrages pour une surface d'exploitation de 2 500 hectares au bénéfice de 18 000 ménages et d'autre part, au renforcement de la gouvernance du secteur de l'hydraulique en cohérence avec la Stratégie Nationale pour un Accès Durable à l'Eau et l'Assainissement à l'horizon 2030. Parce que les pratiques agropastorales sont constamment en évolution et que le développement territorial est une priorité pour la jeunesse mauritanienne, la réhabilitation des 36 barrages dans 9 wilayas sera doublée d'un accompagnement social et financier des populations locales via un guichet de micro-projets, des champs écoles et la mise en place des Organisations de Gestion des Infrastructures Agro-Pastorales

(OGIAP). Périmètres irrigués villageois, maraichage par des coopératives féminines et régénération des parcours de transhumance seront soutenues grâce à ces enveloppes locales. La seconde partie du financement sera orientée vers l'accompagnement des priorités et des réformes du secteur telles que définies par le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, dont notamment la mise en place du Système National d'Information sur l'Eau et l'Assainissement (SNIEA), la définition d'une stratégie nationale de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) et le renforcement de l'ensemble des structures du secteur par des dispositifs de formation et d'appui technique.

EMIRATS ARABES UNIS

35 milliards de dollars investis en Egypte

Les Emirats arabes unis vont injecter "35 milliards de dollars en investissements directs" en Egypte, pays lourdement endetté, a annoncé le Premier ministre égyptien, Moustafa Madbouli. Le fonds souverain d'Abou Dhabi, ADQ, a confirmé des investissements de 35 milliards, dont la majorité seront destinés au développement de Ras el-Hikma, une ville sur la côte méditerranéenne. Les investissements pour cette ville entrent dans le cadre du plan national de développement urbain "Egypte 2052" visant notamment à développer la côte nord et à faire de cette ville une destination touristique mondiale. Le gouvernement compte sur ces investissements étrangers pour tenter notamment de contribuer à résoudre la crise des devises étrangères en Egypte, alors que le pays est en difficulté pour rembourser sa dette extérieure qui s'élève à près de 165 milliards de dollars.

Selon M. Madbouli, ces investissements permettront également de résoudre "la présence de deux prix pour le dollar", en référence au taux officiel pratiqué par les banques qui, la plupart du temps, refusent de céder des dollars à leurs clients et à celui, deux fois plus élevé, pratiqué sur le marché noir. L'accord signé vendredi entre les deux pays prévoit le versement "de 15 milliards de dollars d'ici une semaine et un second versement, deux mois après le premier, de 20 milliards de dollars", a précisé M. Madbouli lors d'une conférence de presse.

Politique de développement

"ADQ va acheter les droits de développement de Ras El-Hikma pour 24 milliards de dollars afin d'en faire l'une des plus grandes villes nouvelles développées par un consortium privé", a annoncé de son côté le fonds souverain

d'Abou Dhabi. Quelque 11 milliards de dollars seront également consacrés à des investissements dans "des projets de premier plan dans toute l'Egypte", a-t-il ajouté. Fondé en 2018, ADQ est dirigé par le frère du président des Emirats Arabes Unis, cheikh Tahnoun ben Zayed. Située à environ 350 kilomètres au nord-ouest du Caire, Ras el-Hikma est appelée à devenir une "destination de vacances, (...) un centre financier et une zone franche dotée d'une infrastructure de classe mondiale pour renforcer le potentiel de croissance économique et touristique de l'Egypte" a affirmé ADQ. Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi dit vouloir faire du "développement" sa priorité. Les économistes, eux, dénoncent des mégaprojets —villes nouvelles dont la nouvelle capitale, trains à grande vitesse, ponts et routes— qui n'ont fait, selon eux, que siphonner les caisses de l'Etat et tripler la dette.

ARABIE SAOUDITE

Un sommet et une exposition sur le divertissement et les loisirs à Riyad vont réunir les leaders mondiaux de l'industrie

Le Saudi Entertainment and Amusement Summit and Expo (SEA) devrait se tenir à nouveau à Riyad du 7 au 9 mai, avec des exposants du monde entier présentant les dernières innovations du secteur. Organisée par dmgevents, SEA 2024 se déroulera parallèlement à la Saudi Light and Sound Expo (SLS), et se tiendra au Riyadh Front Exhibition and Conference Center. Cet événement présentera l'innovation et les nouvelles tendances, réunissant

des experts mondiaux et des chefs de file du secteur. Lors d'une récente réunion du conseil consultatif à Riyad, les membres ont défini les tendances clés pour 2024 qui seront utilisées pour constituer l'ordre du jour de l'Expo SEA. Celles-ci comprennent l'étude de stratégies mondiales d'investissement, la vision du marché de la nouvelle génération, l'autonomisation de la main-d'œuvre saoudienne, l'adoption du divertissement vert et l'examen de la crypto

technologie. L'évolution des personnes talentueuses de la prochaine génération s'est avérée être une priorité, tout en reconnaissant le potentiel du secteur à contribuer à hauteur de plus de 23 milliards de dollars (3 %) au produit intérieur brut du Royaume d'ici à 2030, en créant au moins 100 000 emplois. Doug Stagner, membre du conseil consultatif et directeur général des attractions de Saudi Entertainment Ventures, a indiqué que «ce qui se passe en

Arabie saoudite n'a jamais été fait auparavant dans le secteur des attractions. Il y a des parcs d'attractions et des manèges révolutionnaires qui n'ont jamais été construits auparavant, et de nouveaux concepts et idées naîtront en Arabie saoudite, notamment à partir des discussions lors de l'Expo de cette année, qui se retrouveront dans d'autres parties du monde. Ce qui se passe ici a un impact très important, qui s'étend au-delà des frontières de l'Arabie saoudite.»

POUR STIMULER L'INNOVATION NUMÉRIQUE

La BAD débloque 80 millions \$ pour financer le projet de Zone du savoir d'Ekiti, au Nigeria

Au cœur de l'État d'Ekiti, au Nigéria, une initiative révolutionnaire prend forme : la Zone du savoir d'Ekiti (EKZ), un dispositif audacieux visant à transformer la région en pôle d'innovation numérique et d'économie du savoir.

La Banque africaine de développement s'est engagée à fournir un prêt de 80 millions de dollars américains pour ce projet pionnier de zone économique spéciale piloté par l'État, conçu pour relier sur un même site, éducateurs, chercheurs, innovateurs, entrepreneurs et industries. Plus qu'un simple projet, la Zone du savoir d'Ekiti promet d'être un lieu où les idées convergent, où la créativité s'épanouit et où les rêves prennent corps. Le gouvernement de l'État d'Ekiti s'engage à fournir 14,8 millions de dollars comme contrepartie pour compléter le financement du projet d'un coût de 94,8 millions de dollars. En avril 2023, le gouvernement fédéral du Nigeria a conféré au projet le statut de « zone franche » en vertu de la loi sur l'Autorité des zones franches d'exportation du Nigeria (NEPZA). Cela permet aux investisseurs privés de bénéficier de nombreux avantages incitatifs : gratuité des terrains, exonérations fiscales et exemptions de droits à l'importation et à l'exportation, ce qui crée un environnement propice à l'investissement et à l'innovation. Étendue sur 40 hectares, l'EKZ vise à catalyser l'entrepreneuriat numérique et ambitionne de créer 26 000 emplois et d'injecter 14 millions de dollars par an dans l'économie une fois le projet achevé. Le projet prévoit le développement d'infrastructures de classe mondiale, de créer un parc technologique vert de 20 hectares et de fournir

routes, électricité, services d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées. Il investira également dans le capital humain, en particulier dans la jeunesse. Avec des projets de formation aux technologies de l'information et de la communication pour plus de 19 000 jeunes d'Ekiti et des États voisins, l'EKZ sèmera les graines de futurs entrepreneurs et chefs d'entreprise. L'EKZ cherche à attirer des entreprises, notamment des start-ups technologiques, des sociétés d'externalisation des processus métiers, des entreprises de fabrication et de production, des instituts de recherche et des activités de back-office d'entreprise, pour qu'elles s'installent dans la zone. Un programme d'incubateur soutiendra les start-ups prometteuses grâce à des financements de préamorçage et d'amorçage fournis par le Fonds d'innovation d'Ekiti. Le projet attirera des investisseurs phares du secteur privé pour former un véhicule ad hoc qui permettra à de multiples investisseurs de mettre en commun des financements et de gérer les opérations de la zone. Ce qui distingue l'EKZ, ce n'est pas seulement le développement, c'est aussi l'innovation, en tirant parti de l'avantage concurrentiel de l'État d'Ekiti et de la présence de cinq établissements d'enseignement supérieur dans le quadrilatère éducatif d'Ekiti. L'État d'Ekiti abrite la Federal University Oye Ekiti, l'Ekiti State University, la Bamidele Olumilua University of Education,

Science and Technology, l'Afe Babalola University et la Federal Polytechnic, ainsi que plus de 30 universités dans les États voisins de Kwara, Kogi, Ondo et Osun, qui constituent un vaste vivier de talents. L'EKZ s'inscrit parfaitement dans la stratégie « Des emplois pour les jeunes en Afrique » de la Banque, qui vise à renforcer les liens entre le monde universitaire et l'industrie afin de nourrir les talents entrepreneuriaux et développer une main-d'œuvre qualifiée qui réponde aux besoins des employeurs. « C'est passionnant de voir que les efforts que nous avons entrepris il y a quelques années, pendant mon mandat, pour faire d'Ekiti l'économie du savoir du Nigeria et la destination privilégiée pour l'innovation, la technologie, l'intelligence artificielle, la science et les initiatives numériques, commencent à porter leurs fruits », a salué l'ancien gouverneur de l'État d'Ekiti et ancien président du Forum des gouverneurs du Nigeria, Kayode Fayemi. À mesure que l'EKZ prend forme, elle témoigne de la puissance de la collaboration, de l'innovation et de la prévoyance. « C'est une lueur d'espoir pour la jeunesse, un témoignage de notre engagement à favoriser l'innovation, la création d'emplois et la croissance économique durable ; c'est un engagement pour un avenir meilleur pour notre État et pour le Nigeria », a déclaré le gouverneur de l'État d'Ekiti, Biodun Oyeibanji.

DANS LE CADRE D'UN TOUR DE TABLE DE 100 MILLIONS\$

Uber négocie un investissement dans la start-up nigériane Moove

Uber devrait se joindre à un groupe d'investisseurs dans le cadre de cette levée de fonds qui ferait passer la valorisation de la fintech de mobilité Moove à 750 millions de dollars US. Le géant américain du VTC Uber Technologies négocie un investissement dans la start-up de mobilité nigériane Moove, dans le cadre d'un nouveau tour de table pouvant atteindre 100 millions USD, a rapporté Bloomberg vendredi 23 février, citant des sources proches du dossier. Uber Technologies se joindra à un groupe d'investisseurs dans cette levée de fonds, qui devrait faire passer la valorisation de Moove d'environ 650 millions USD à 750 millions USD, précisent ces sources.

Fondée en 2020 à Lagos par les Nigériens Ladi Delano et Jide Odunsi, Moove est une fintech qui aide les entrepreneurs à obtenir un financement pour l'acquisition de véhicules destinés au covoiturage, à des activités logistiques et à la livraison de marchandises. Aujourd'hui basée à Amsterdam, la start-up est présente dans 6 villes africaines (Lagos, Accra, Johannesburg, Le Cap, Nairobi et Ibadan) ainsi qu'à Londres, Dubaï et dans 3 grandes villes indiennes (Mumbai, Hyderabad et Bangalore). Moove a déjà clôturé en août 2023 un tour de table de 76 millions USD, auquel ont notamment participé la firme américaine de gestion d'actifs BlackRock et la société d'investissement émiratie Mubadala Investment Company. Elle avait auparavant été soutenue par de nombreux investisseurs en capital, dont AfricInvest, Kreos Capital, Tekton Ventures, Palm Drive Capital et MUFG Innovation Partners.

CEDEAO

Levée d'une partie des sanctions imposées au Niger

La levée des sanctions intervient après l'appel de l'ancien président nigérien Yacubu Gowon, membre fondateur de la CEDEAO en faveur d'une levée des sanctions contre les pays touchés par les putschs. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a décidé de lever les sanctions qu'elle avait imposées au Niger à la suite du coup d'État militaire du 26 juillet 2023. L'annonce a été faite par l'institution, à l'issue d'un sommet extraordinaire qui s'est tenu à Abuja au Nigeria, ce samedi 24 février. Les nouvelles mesures annoncées concernent entre autres la levée du blocage des transactions

financières et bancaires, l'arrêt du blocus énergétique, la reprise des vols commerciaux au départ et à l'arrivée du Niger, ainsi que la réouverture des frontières. De plus, les autorités de la CEDEAO ont appelé les dirigeants des 4 pays qui étaient suspendus, à revenir à la table des discussions, notamment lors des prochaines sessions de la conférence des chefs d'État et de gouvernement. Les sanctions qui comprenaient des restrictions économiques et diplomatiques, ainsi que des mesures de fermeture de frontières visaient à faire pression sur les nouvelles autorités nigériennes pour qu'elles rétablissent rapidement l'or-

dre constitutionnel et civil. Cependant, elles ont été dénoncées par les militaires au pouvoir, qui ont annoncé, en même temps que le Mali et le Burkina Faso, leur retrait avec « effet immédiat » de la CEDEAO. La levée des sanctions apparaît comme une tentative de la CEDEAO de maintenir son unité, menacée depuis les coups d'État dans les trois pays de la nouvelle Alliance des États du Sahel (AES) ainsi qu'en Guinée. Elle intervient après l'appel de l'ancien président nigérien Yakubu Gowon, membre fondateur de la CEDEAO en faveur d'une levée des sanctions contre les pays touchés par les putschs ainsi que le

maintien de ces derniers au sein d'une communauté qui ne compte plus que 15 membres depuis le départ acté de la Mauritanie. Cependant, il reste difficile de dire si cette mesure permettra d'enregistrer des progrès dans la résolution de la crise politique qui oppose l'organisation sous-régionale à l'axe Niamey-Bamako-Ouagadougou. Sur le plan économique, la levée des sanctions par la CEDEAO devrait soulager les opérateurs économiques et les populations, qui ressentent les plus touchés, notamment en ce qui concerne la restriction de la liberté de circulation des personnes et des biens.

CÔTE D'IVOIRE

Lancement d'un projet agroforestier de 5,3 millions \$

En Côte d'Ivoire, le cacao est le principal moteur de la croissance économique, contribuant à 15 % au PIB. Pour atténuer l'impact de la filière sur la couverture forestière, les autorités promeuvent l'adoption de pratiques agricoles durables. En Côte d'Ivoire, Kouadio Adaman, représentant du ministre de l'Agriculture, a donné le 22 février, le coup d'envoi du projet « Mise à l'échelle des innovations transformatrices en matière de systèmes alimentaires, d'utilisation des terres et

de restauration à base de cacao en Côte d'Ivoire » (SCOLUR-CI). D'un coût total de 5,3 millions \$ supporté le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), ce nouveau projet s'inscrit dans le cadre du Plan national d'investissement agricole de la Côte d'Ivoire (PNIA2). Il sera mis en œuvre par le Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF) en collaboration avec le Conseil Café-Cacao et d'autres organismes publics avec pour objectif de restaurer les terres agricoles et fores-

tières dégradées à travers la promotion de l'agroforesterie dans la filière cacao. Le projet cible quatre zones forestières, notamment dans les régions de l'Indénié-Djuablin, La Mé, Cavally et Guémon et devrait bénéficier à plus de 200 000 personnes. Les interventions seront axées sur l'élaboration de plans de gestion intégrés des paysages cacao-forêt avec un accent particulier sur la promotion des pratiques agroforestières durables. « Parmi les résultats attendus figure notamment une restauration ac-

crue des forêts sur 514 899 ha, l'amélioration de l'efficacité et de la durabilité des chaînes de valeur du cacao sur 20 000 ha en agroforesterie, l'augmentation de la superficie du paysage forestier cacaoyer sous conservation », précise Mahama Zoungrana représentant de la FAO en Côte d'Ivoire. Dans le pays, la superficie forestière est passée de 17 millions d'hectares en 1960 à 3 millions d'hectares actuellement principalement en raison de la culture cacaoyère, selon les données du gouvernement.

LE POINT HEBDO

Nvidia, objet de culte

Les marchés actions ont fait voler en éclats leurs records cette semaine, sous l'impulsion décisive du nouveau prophète boursier, Nvidia. Le groupe a annoncé des performances époustouflantes, qui ont renforcé l'appétit des investisseurs pour tout ce qui touche à l'intelligence artificielle. Par ricochet, le secteur technologique a été tiré vers le haut, entraînant le reste de la cote dans son sillage.

TOPS

Super Micro Computer (+21%) & Nvidia (+8%) : Les deux locomotives de l'intelligence artificielle continuent d'engranger les gains grâce à leur croissance hors norme. Dans le détail, Nvidia a de nouveau surpris le marché en annonçant des résultats records pour le T4, dont des revenus en hausse de 265%. De son côté, Super Micro a annoncé l'émission d'1.5 milliard de dollars d'obligations convertibles pour financer son expansion. L'engouement du marché ne se dément pas.

Bausch + Lomb Corp (+21%) : Le spécialiste américain de l'optique et de l'ophtalmologie a dévoilé des résultats trimestriels supérieurs aux attentes de Wall Street, avec des revenus en hausse de 18% d'une année sur l'autre, soutenus par les divisions pharmaceutiques, chirurgicales et soins de vue. Le groupe a également publié des perspectives encourageantes pour l'exercice en cours : il prévoit 4,6 et 4,7 milliards de dollars de recettes annuelles.

Moderna (+13%) : La biotech américaine a surpris le marché en dévoilant un bénéfice inattendu au T4, bien qu'en repli, grâce à ses efforts de réduction de coûts et à des paiements différés. Idem pour le chiffre d'affaires trimestriel, en recul à cause de la chute de 43% des ventes de vaccin Covid, mais supérieur aux attentes. Le fabricant a par ailleurs confirmé ses perspectives de ventes pour l'ensemble de l'année.

Barclays (+12%) : Chamboul'tout chez Barclays. La banque britannique a ravi ses actionnaires en dévoilant une nouvelle stratégie, un remaniement de sa direction et de ses divisions, des réductions de coûts de 2 milliards de livres, un accent mis sur sa banque de détail performante, et surtout, en annonçant au moins 10 milliards de livres de retour aux porteurs d'actions d'ici 2026, sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Le prêteur, qui a également publié un revenu annuel en hausse et des perspectives réjouissantes, va procéder dans l'immédiat à un rachat d'action d'un milliard de livres d'ici novembre.

Intercontinental Hotels (+12%), Melia Hotels (+11%) & Accor (+11%) : Le secteur hôtelier se porte bien. L'américain Intercontinental signe un chiffre d'affaires en hausse de 19% et un bénéfice net doublé. L'exploitant espagnol Melia a confirmé la bonne orientation de l'industrie en anticipant des taux d'occupation égaux aux niveaux pré-pandémiques pour 2024. De son côté, le français Accor a publié des résultats annuels records, supérieurs aux prévisions, et confirmé sa confiance pour l'année à venir.

Air Liquide (+11%) : Bonnes nouvelles en pagaille pour le français. Le groupe de gaz industriels dévoile un chiffre d'affaires en baisse mais supérieur au consensus, un résultat net en hausse de 11.6%, et déclare avoir atteint son objectif d'augmentation de marge opérationnelle plus tôt que prévu, confirmant ainsi sa stratégie Advance. Dans la foulée, il annonce doubler ses ambitions sur ce marqueur. Notons que le titre a touché cette semaine un plus haut historique, et que le cabinet Berenberg a relevé son objectif de cours sur l'action.

Mercedes-Benz (+7%) : Le constructeur allemand a publié un bénéfice annuel en repli de 1.9% mais supérieur aux attentes du marché, un chiffre d'affaires annuel en hausse et un volume de ventes en légère augmentation de 1.5%. Mais ce qui a permis un beau rebond de l'action du groupe de luxe cette semaine, c'est principalement l'annonce d'une hausse de son dividende (5.30 euros contre 5.20 l'an dernier) et d'un nouveau rachat d'actions de 3 milliards d'euros, à l'issue du programme en cours de 4 milliards. Barclays a revu sa recommandation sur le titre en passant à l'achat et en relevant son objectif de cours.

FLOPS

Rivian Automotive (-30%) & Lucid Group (-17%) : Les start-ups de l'automobile électrique déçoivent. Refroidis par un ralentissement de la demande de VE, les deux constructeurs américains ont annoncé des volumes de production pour 2024 bien inférieurs aux estimations. Rivian prévoit de produire 57 000 voitures, soit moins que l'an dernier, et Lucid 9 000, soit à peine plus qu'en 2023. Notons que Rivian n'a toutefois pas démerité en 2023 en signant des revenus annuels en hausse de 300%.

Palo Alto Networks (-27%) : Palo Alto Networks a signé une deuxième trimestre meilleur qu'attendu par les marchés. Mais le spécialiste américain de la cybersécurité a publié des estimations de résultats prudentes et inférieures aux attentes pour le T3 et revu drastiquement à la baisse ses prévisions annuelles, entraînant une forte chute de son cours et de celui des ses homologues du secteur, Zscaler et CrowdStrike.

Forvia (-14%) : L'équipementier français a signé des résultats solides pour 2023, avec un chiffre d'affaires en hausse de 12.5% et conforme aux attentes. Mais le titre a lourdement chuté cette semaine sur fond d'inquiétude du marché quant à l'affaiblissement de la demande européenne et à la dépendance vis-à-vis de l'Asie. Le groupe a enfoncé le clou en annonçant réduire ses effectifs de 10 000 emplois (sur environ 75 000) au cours des cinq prochaines années pour maintenir sa compétitivité.

Edenred (-10%) : La réputation du spécialiste français des tickets restaurants ne s'améliore pas, alors qu'il annonce être sous le joug d'une enquête pour escroquerie, ouverte par les autorités italiennes et portant sur un appel d'offres public lancé en 2019. Rappelons qu'en 2019, l'entreprise avait déjà reçu une amende de l'Autorité française de la concurrence pour une entente sur le marché des titres restaurant avec ses homologues, et qu'en 2023, le titre avait plié sur fond de représailles des restaurateurs quant aux commissions appliquées par le groupe.

Fresenius Medical Care (-9%) : Le fournisseur allemand d'équipements médicaux a publié des résultats trimestriels solides et qui ont confirmé sa stratégie. Mais le groupe a déçu les marchés avec des perspectives timides et inférieures aux attentes pour l'exercice en cours, en matière de chiffres d'affaires et de revenu d'exploitation. Les prévisions font notamment état d'un EBIT en repli de 4%.

WPP plc (-7%) : Le groupe britannique de publicité et de communication a dévoilé des performances trimestrielles très moyennes, pour le deuxième trimestre consécutif, et un bénéfice annuel en repli. Il pâtit d'un ralentissement de ses activités aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Inde, notamment dans les secteurs de la technologie, de la santé et de la vente au détail. Les prévisions pour 2024 n'ont par ailleurs pas aidé à redorer le titre.

Matières premières

Energie : L'attentisme est palpable sur les marchés pétroliers, partagés entre la nouvelle augmentation des stocks hebdomadaires aux Etats-Unis, la quatrième d'affilée, et le goût des financiers pour le risque. Cet appétit a été galvanisé par des records en cascade sur les marchés actions. En toile de fond, les attaques des Houthis en mer Rouge se poursuivent, sans pour autant perturber l'approvisionnement mondial en pétrole. Le Brent européen recule à 81 USD tandis que le WTI américain cède un peu de terrain à 76,60 USD le baril. En Europe, malgré une météo plus hivernale, le cours du gaz naturel poursuit son recul à 22 EUR/MWh.

Métaux : Les cours des métaux industriels ont globalement emprunté une trajectoire haus-

sière cette semaine au London Metal Exchange. On peut donc en déduire que les opérateurs saluent les nouvelles mesures chinoises pour soutenir son secteur immobilier. Le cuivre se négocie autour de 8580 USD la tonne métrique, le zinc progresse à 2380 USD et l'aluminium évolue autour de 220 USD. L'or aussi gagne du terrain, à 2025 USD. Le métal doré parvient ainsi à progresser malgré l'appétit pour le risque ambiant et la remontée des rendements obligataires, une belle performance que l'on se doit de saluer !

Produits agricoles : Les semaines se suivent et se ressemblent au sein du compartiment des soft commodities puisque les prix des céréales continuent à traîner leur spleen à Chicago. Seul le cacao fait office d'exception puisque son cours ne cesse de flamber.

Macroéconomie

Ambiance : Les taux ? Quels taux ? Au terme d'une semaine boursière marquée par une pluie de records historiques – merci Nvidia – les taux tentent péniblement de se faire entendre. Mais qui s'intéresse encore aux données macroéconomiques quand l'hystérie IA est en marche ? Surtout que dans l'ensemble, les récentes publications ne font que conforter les investisseurs dans leur posture actuelle. Aux Etats-Unis, les indices d'activité manufacturière et des services restent au-dessus de 50, soit la limite entre expansion et récession. Les demandes hebdomadaires d'allocation chômage sont stables et les ventes de logements existants supérieures aux attentes. Tout irait bien dans le meilleur des mondes si la Fed avait la gentillesse de bien vouloir baisser ses taux avant l'été. En attendant, le rendement du 10 ans se stabilise autour des 4.30% avec un premier soutien à 4.07%.

L'agenda "macro" était assez clairsemé cette semaine. On notera quand même que les indica-

teurs PMI européens étaient encore faibles, surtout du côté de l'industrie allemande.

Crypto : Après avoir augmenté de plus de 22% au cours des deux dernières semaines, le bitcoin recule de 2,5% depuis lundi et repasse sous le seuil des 51 000 dollars. Malgré cette baisse du cours du BTC, les dix ETF Bitcoin Spot commercialisés le 11 janvier aux États-Unis ont désormais dépassé le cap des 38 milliards de dollars de fonds collectés. De son côté, l'éther prend à contre-pied le leader du marché en progressant de 1,8% et s'est même payé le luxe de repasser brièvement au-dessus des 3000 dollars en milieu de semaine. Enfin, dans le sillage des résultats exceptionnels de Nvidia et de la vague d'enthousiasme qui entoure l'intelligence artificielle (IA), les cryptomonnaies (qui ont pour projet de mélanger blockchain et IA) ont profité de l'euphorie générale. Depuis lundi, les crypto-IA ont explosé, comme c'est le cas pour Fetch.ai (FET) qui prend +40 %, Ocean Protocol (OCEAN) progresse de 15 % et Render (RNDR) de 34 %. Quant à SingularityNET (AGIX), elle explose de 78 % sur la même période.

Alors que le marché boursier n'a d'yeux que pour l'IA, on note la semaine prochaine un retour en force des statistiques macroéconomiques. Il y aura notamment les données préliminaires d'inflation en Europe pour février et l'inflation PCE de janvier aux Etats-Unis. Si le marché se désintéresse un brin de Nvidia, gageons que ces données, en plus d'une kyrielle d'autres (confiance des consommateurs, commandes de biens durable, PIB US...), revêtiront une grande importance en vue des prochaines décisions de la Fed et de la BCE. Salesforce, Broadcom, AB Inbev, Bouygues, Saint-Gobain... le rythme des publications de résultats décroît, mais il reste de quoi faire sur l'agenda des sociétés. Excellent weekend à nos lectrices et à nos lecteurs.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 22 Février 2024 Valeur : 26 Février 2024				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.2893	134.3043
1	EUR	EURO	145.7173	145.7873
1	GBP	POUND STERLING	170.0941	170.1562
100	JPY	JAPANESE YEN	89.4606	89.4885
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6824	18.6848
1	CHF	SWISS FRANC	153.3683	153.4556
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	99.7914	99.8322
1	DKK	DANISH KRONE	19.5489	19.5539
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0178	13.0210
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8674	12.8732
1	AED	UAE DIRHAM	36.5552	36.5693
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8048	35.8097
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.5712	436.7620
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.7615	43.1912
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3200	13.3215
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.7245	27.8669
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5358	3.5362
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1011	178.1011

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE :

Trump écrase sa rivale Nikki Halley à la primaire républicaine

Donald Trump a remporté la primaire républicaine en Caroline du Sud face à l'autre candidate Nikki Halley. Malgré tous ses déboires judiciaires, le milliardaire fait la course en tête chez les électeurs et partisans conservateurs.

Donald Trump a remporté une nouvelle victoire dans la course à la Maison Blanche. En Caroline du Sud, le candidat républicain a confirmé sa mainmise sur le parti conservateur américain. À quelques mois du scrutin crucial, Trump fait la course en tête chez les électeurs républicains. Malgré les multiples condamnations et les procès à venir, le milliardaire est loin devant Nikki Halley dans les enquêtes d'opinion. Selon l'institut Edison Research, Donald Trump est crédité de 59,7% des voix et Nikki Halley de 39,7% après le dépouillement de près de la moitié des bulletins. Ce résultat devrait encore renforcer les appels de certains républicains, qui demandent à Nikki Halley de retirer sa candidature et de permettre ainsi au parti de se rallier à Donald Trump. En face, Joe Biden espère profiter de son bilan économique favorable avec un taux de chômage au plus bas et des créations d'emplois dynamiques dans la bataille présidentielle. Mais la fièvre des prix a mis sous pression les plus modestes et les classes moyennes outre-Atlantique.

Victoire éclair

Il n'a fallu qu'une poignée de secondes pour que le visage de Donald Trump s'affiche sur toutes les grandes télévisions du pays. La victoire de l'ancien président à la primaire de cet Etat du sud-est des Etats-Unis a été projetée par les médias américains dès la fermeture des bureaux de vote. "Cela s'est fait un peu plus tôt que nous ne l'avions prévu", a confessé, amusé, le principal intéressé, lors d'un discours. Trump déjà dans le match avec Biden. Durant son allocution, Donald Trump n'a pas daigné mentionner sa rivale du soir, Nikki Halley. La quinquagénaire est la seule républicaine encore en lice pour possiblement lui barrer la route vers la Maison Blanche. A la place, l'ex-homme d'affaires s'est projeté dans son match retour probable avec le président démocrate Joe Biden, le 5 novembre prochain. "Joe (Biden), tu es viré !", a-t-il lancé depuis Columbia, la capitale de Caroline du Sud.

Haley battue, même à domicile

Cela devait être une occasion pour Nikki Haley de relancer sa campagne -- car la candidate affrontait cette fois Donald Trump en terrain conquis. Nikki Haley a dirigé la Caroline du Sud, Etat du sud-est du pays durant six ans, et était appréciée en tant que gouverneure. Mais les électeurs républicains de l'Etat ont finalement préféré Donald Trump dans la course à l'investiture républicaine. Les scrutins se suivent et se ressemblent pour Donald Trump, vainqueur des cinq premières primaires républicaines. Ces élections ont pour but de désigner le candidat conservateur à la présidentielle de novembre. En dépit de ses nombreux ennuis judiciaires, qui lui font entre autres risquer la prison, l'ancien président a largement remporté le vote des électeurs républicains de l'Iowa, du New Hampshire, des Iles vierges, du Nevada... et de la Caroline du Sud. Avec cette série de victoires, la mainmise de l'ancien président sur les républicains se renforce de jour en jour.

Près d'un quart de l'électricité est produite à partir d'énergies renouvelables

Un récent rapport de BloombergNEF indique que les énergies solaire et éolienne apparaissent comme une alternative préférée au gaz naturel afin de remplacer le charbon dans la production électrique. Il n'y a pas qu'en Europe que les énergies renouvelables gagnent du terrain dans la production électrique. Outre-Atlantique, elles répondent ainsi à 23% de la demande d'électricité selon le dernier rapport de BloombergNEF. La part des énergies éoliennes et solaires dans la production d'électricité est en nette progression alors que celle du charbon est tombée sous la barre des 16%. En revanche, la pro-

duction électrique à partir de gaz naturel a établi un nouveau record supérieur à 1.800 TWh en 2023, soit une part de 43%. L'année dernière, pas moins de 42 gigawatts de capacité de production d'énergie renouvelable ont été raccordés au réseau électrique américain tandis que 7,5 gigawatts de stockage en batterie y ont été ajoutés. Un développement notamment permis par une politique volontariste du gouvernement à travers l'Inflation Reduction Act (IRA) et les autres subventions accordées par le département dédié à l'énergie et d'autres organismes. Toujours d'après BNEF, plus de 300 milliards de dollars de finance-

ment de la transition énergétique ont été déployés aux Etats-Unis pour les technologies d'énergie propre, les véhicules électriques et les investissements dans les réseaux électriques.

Recul des ventes de voitures électriques et des projets d'éoliennes offshore

Comme l'indique le Wall Street Journal, ces chiffres "sont publiés alors que les inquiétudes concernant les investissements dans la transition énergétique commencent à se faire jour." Le quotidien cite deux exemples à savoir le ralentissement de la croissance des ventes de véhicules élec-

triques au cours des dernières semaines après une progression de 50% sur l'année 2023 d'une part. D'autre part, les interrogations autour des projets d'éoliennes offshore en raison de la hausse des coûts et de la baisse des rendements. BMI, une unité de recherche de Fitch Solutions, estime par ailleurs que la croissance des énergies renouvelables s'affirme comme la substitution la plus possible au charbon dans la production électrique. En cause, la diminution de la part du gaz naturel au niveau mondial à laquelle a fait écho une récente polémique sur le gaz naturel liquéfié (GNL) aux Etats-Unis.

TRANSPORT MARITIME

CMA CGM met en service un mini porte-conteneurs au GNL plus écologique

L'armateur français CMA CGM a annoncé la livraison de dix porte-conteneurs propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL) dédiés aux missions de courte distance. Optimisé pour les chargements, le navire mise sur la finesse de son design afin d'améliorer ses performances énergétiques de 20% par rapport aux navires classiques. Le premier porte-conteneurs « CMA CGM Mermaid » doit rejoindre la mer du Nord depuis le port de Busan en Corée du Sud. De nouveaux porte-conteneurs géants, CMA CGM en présente souvent. Mais les dimensions et la forme de cette nouvelle série de navires ne peuvent qu'interpeller. Le groupe de transport maritime marseillais a annoncé, la livraison de dix porte-conteneurs de nouvelle génération propulsés au gaz naturel liquéfié (GNL) d'ici janvier 2025. Chargés de transporter des marchandises sur de courtes distances, ces nouveaux navires seront mis en service à partir d'avril 2024. Le premier exemplaire desservira l'Europe du Nord puis viendra la Méditerranée à partir de novembre prochain. Assemblé par le chantier coréen Hyundai MipoDockyard, le navire a été conçu par les Chantiers de l'Atlantique, situé à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). Le prototype industriel a lui été réalisé par le danois Odense Marine Technique. Enfin, le français GAZ Transport & Technigaz (GTT) s'est chargé du design et de la conception des 1 053 m3 de la chaîne gazière et du réservoir de stockage du gaz refroidi à -161°C.

ARGENTINE

Des provinces pétrolières menacent de fermer le robinet

Les principales provinces pétrolières et gazières d'Argentine ont menacé d'interrompre l'approvisionnement du reste du pays dans les prochains jours, en raison d'un différend sur le financement fédéral avec le président Javier Milei. «Mercredi, pas une goutte de pétrole ne sortira s'ils ne respectent pas une fois pour toutes les provinces», a déclaré samedi le gouverneur de Chubut (sud), Ignacio Torres, à C5N. Ignacio Torres et ses homologues de la région de la Patagonie (provinces de Terre de Feu, Santa Cruz, Rio Negro, Neuquén, La Pampa) ont annoncé vendredi soir que «si le ministère de l'économie ne remet pas à Chubut ses ressources, alors Chubut ne remettra pas son pétrole et son gaz». Le gouver-

neur de Chubut a annoncé une réunion dans la journée de samedi avec les autres provinces «pour définir des actions conjointes». «Ce que Chubut décide, nous le déciderons tous ensemble», a-t-il ajouté, cité par l'agence de presse officielle Telam. Les transferts mensuels de fonds fédéraux à Chubut, deuxième province productrice de pétrole et de gaz après Neuquén, ont été amputés de 13,5 milliards de pesos (15,3 millions de dollars). Le ministre de l'Economie, Luis Caputo, a expliqué sur X que la réduction du financement était imputable au recouvrement d'une dette impayée par Chubut, de 119.000 millions de pesos (124 millions de dollars), une situation qui pourrait se reproduire avec dix autres provinces qui doivent

également de l'argent au gouvernement fédéral. Dans un déluge de messages sur X, qui s'est poursuivi jusqu'aux premières heures de la matinée lors d'un vol vers les États-Unis, Javier Milei a qualifié de «dégénérés fiscaux» les gouverneurs qui soutiennent Chubut. Chubut a également reçu le soutien de neuf provinces administrées par des alliés de centre-droit dont les députés ont empêché l'adoption en février du projet de lois dérégulatrices de Javier Milei, dit «Loi omnibus», aux quelque 300 dispositions. Javier Milei a menacé sur X «Nacho et ses complices», rappelant l'existence d'un article du Code pénal qui prévoit jusqu'à deux ans de prison pour quiconque empêche, gêne ou entrave la fourniture d'énergie. La prési-

dence a répété, dans un communiqué, que «d'aucune manière, le pouvoir exécutif ne contribuera au financement du gaspillage des provinces qui se refusent à réduire les dépenses non nécessaires, éliminer les postes politiques dispensables et à gouverner avec l'austérité que la crise économique, dont nous avons hérité, exige». L'Argentine exporte du pétrole et du gaz, et importe des carburants raffinés pour sa consommation domestique. En 2022, la balance énergétique a atteint un déficit de 12 milliards de dollars, mais le gouvernement prévoit un excédent de 3,3 milliards de dollars en 2024, en raison de l'expansion du champ non conventionnel de Vaca Muerta dans l'ouest de la Patagonie.

HYUNDAI KONA VS RENAULT CAPTUR

L'outsider qui veut devenir une référence

Sachant le marché européen très friand de petits SUV, Hyundai n'en propose pas moins que deux sur notre continent : le Bayon et le Kona. Ce dernier vient de faire entièrement peau neuve et n'offre désormais plus que des motorisations "propres". En France, c'est l'hybride qui devrait être la plus diffusée. Mais pour réellement séduire en masse, il devra d'abord affronter des modèles de référence, tels que le Renault Captur E-Tech. A-t-il les épaules pour prendre le dessus face au français ?

Si ses chiffres de vente sont toujours demeurés loin derrière ceux de ses rivaux français, la première génération de Kona a toutefois rencontré un succès honorable dans l'Hexagone. Succès décuplé lors de l'arrivée, en 2018, des versions hybrides et électriques. La première mouture de ce Hyundai n'était toutefois pas exempte de défauts, à commencer par une habitabilité aux places arrière et un volume de coffre insuffisants.

Puisque l'on ne change pas une recette qui gagne, le Kona II fait évoluer les principales recettes utilisées par son prédécesseur. Il conserve un design très personnel, même s'il est très différent de celui du premier opus, et les versions électrifiées sont conservées à côté de la version hybride. Quant à la clientèle du Diesel, elle n'a plus d'autre choix que de quitter la marque ou de passer au plus imposant Tucson.

Le bureau d'études Hyundai ne s'est toutefois pas privé de faire évoluer ce SUV du segment B. D'abord en le faisant largement grandir, ceci afin d'en finir avec les critiques liées au coffre et à l'espace au second rang. Sur le plan technique, en revanche, la version hybride qui nous intéresse ici reste très similaire à la précédente. On retrouve donc toujours le couple moteur électrique/1.6 essence délivrant 141 ch.

Face à ce Hyundai, la concurrence ne manque pas. Toutefois, Stellantis ayant misé sur le 100 % électrique, le seul représentant tricolore du segment des petits SUV hybrides est le Renault Captur. L'actuelle et seconde génération est bien connue des automobilistes, puisqu'elle est commercialisée depuis fin 2019. Elle devrait d'ailleurs, dans les premiers mois de 2024, être restylée et ainsi recevoir une nouvelle face avant inspirée de celle de l'actuelle Clio.

Sous le capot du Captur, les ingénieurs ont glissé un ensemble mécanique plus complexe que celui du Kona. Ainsi, en plus d'un 1.6 essence de 91 ch et d'un bloc électrique de 48 ch, on trouve également un alternodémarrreur de 20 ch. La puissance maximale combinée de ce trio atteint ainsi 145 ch. Pour assurer la transmission de la puissance vers les roues avant, le Renault fait appel à une originale boîte à crabots.

Les ingrédients choisis par nos deux concurrents sont donc notablement différents. Reste à savoir lequel des deux s'avère le plus recommandable.

Aspects pratiques : le Kona s'adapte aux familles

Depuis quelque temps, Hyundai dote ses modèles d'intérieur mêlant modernité et zénitude. En ce qui concerne le premier aspect, le nouveau Kona s'est largement inspiré des Ioniq 5 et Ioniq 6. On retrouve donc



le double écran haute définition chargé, côté conducteur, de faire office de combiné d'instrumentations personnalisable et, au sommet de la console centrale, de permettre de piloter la plupart des fonctions de sécurité et de confort. S'agissant de cette tablette tactile, on ne peut que déplorer son manque d'ergonomie. Ainsi, pour déconnecter le Lane Assist, il faut réaliser jusqu'à 5 manipulations. C'est autant de temps consacré à ne pas regarder la route et, donc, à se mettre en danger. Heureusement, certaines commandes essentielles (climatisation, système multimédia...) se pilotent partiellement ou totalement depuis des boutons physiques situés juste au-dessous de cet écran. Un bon point.

Le Kona a fait également de gros efforts en matière de rangement. On peut, par exemple, caser une sacoche contenant un ordinateur dans la console centrale. La boîte à gants est également plutôt volumineuse, mais, sous l'accoudoir central, ne se trouve aucun rangement fermé. Dommage. Le Renault ne se montre pas aussi malin lorsqu'il s'agit de déposer des objets aux places avant. Certes, sous la console sur laquelle repose le levier de boîte de vitesses, on trouve un espace volumineux. Mais, non fermé et doté de rebords peu marqués, il laisse régulièrement s'échapper les objets s'y trouvant lorsque l'on aborde une courbe prononcée. Face au passager, on trouve une boîte à

gants façon tiroir. Cela permet de disposer d'un volant de rangement occulté conséquent. Mais, lorsque le siège passager est occupé, il est difficile d'y accéder puisqu'elle vient taper dans les genoux.

Le Captur se rattrape avec une tablette tactile plus simple à appréhender pour un novice. Sa réactivité n'est pas forcément parfaite (il faut régulièrement s'y reprendre à plusieurs fois pour qu'elle enregistre une pression sur l'écran) mais on y trouve plus facilement les fonctions que l'on recherche. Là encore, les commandes de climatisation sont déportées sous cette tablette, ce qui permet des réglages intuitifs, tandis que les principales aides à la conduite se commandent depuis des touches situées à gauche du volant. Comme son rival, le français a abandonné les compteurs traditionnels au profit d'un écran haute définition. Ce dernier prend également l'avantage en matière de présentation et de finition. Certes, à bord du Captur, l'ambiance n'est guère joyeuse puisque composée en quasi-totalité de noir. Le plus important, à savoir des matériaux de qualité et des assemblages soignés, est toutefois de la partie.

Le Kona a tout autant soigné les ajustements des éléments du mobilier de bord et, même si la plupart des finitions ne sont disponibles qu'avec une harmonie intérieure noire, il permet aussi d'opter pour un intérieur gris clair du plus bel effet. En revanche,

certains plastiques sont trop bas de gamme pour ce type de voiture. Parmi les principales évolutions de cette deuxième génération de Kona, on trouve l'importante progression de ses côtes extérieures (+ 18 cm en longueur et + 3 cm en largeur). Les habitants des centres-villes le regretteront, puisque cela le rend plus difficile à garer. En revanche, cela lui permet de disposer d'un espace intérieur au meilleur niveau du segment, notamment aux places arrière où une paire d'adultes aura toutes ses aises, que ce soit pour ses jambes, ses coudes ou sa tête. La malle profite également de cette crise de croissance puisque, avec 466 l, elle a gagné plus d'une centaine de litres d'une génération à l'autre.

Avec 4,23 m de long, le Captur est 12 cm plus court que son concurrent. Cela se paie cher aux places arrière, où l'espace manque pour caser les jambes de plus de 1,70 m. Même punition en ce qui concerne le coffre avec, selon que la banquette (elle est coulissante de série) soit avancée ou reculée, 265 à 379 l. Le constat est donc sans appel : pour une famille comprenant au moins 1 enfant, le Kona est le seul des deux à permettre de partir en week-end ou en vacances dans de bonnes conditions.

Budget : le Kona voit grand

S'il y a bien longtemps que Hyundai estime ne plus avoir besoin de proposer des modèles à prix discount pour séduire, les tarifs du nouveau Kona ont toutefois subi la même crise de croissance que la carrosserie. Il faut ainsi s'acquitter d'un minimum de 33 400 € pour s'offrir le SUV coréen. À côté, avec un prix de base de "seulement" 30 000 €, la Captur paraît bon marché.

L'écart de prix est même encore plus conséquent si l'on regarde les tarifs des finitions opposées ici. Comptez 30 900 € pour le Captur Techno et pas moins que 35 750 € pour le Kona Creative. Quant à la finition Exécutive du coréen, photographiée ici, elle tutoie la barre de 39 000 €.

Une fois la facture d'achat digérée, le Kona se fera plus tendre avec le budget familial. Son appétit s'avère, avec une moyenne de 6 l/100 km relevée lors de notre essai, moins conséquent que celui de son rival, qui aura réclamé, sur le même parcours, un demi-litre supplémentaire tous les 100 km. Dans un cas comme dans l'autre, n'oubliez pas de baisser le budget carburant en forçant le roulage en tout électrique. Les petites batteries de nos compères (1,56 kWh pour le Hyundai et 1,2 kWh pour le Renault) ne leur permettent, au mieux que 2 km avant d'avoir besoin de puiser dans le réservoir de sans-plomb.

En revanche, en ville, le choix de la technologie hybride s'avère toujours aussi judicieux. L'un comme l'autre parviennent à rester, sur ce terrain,

sous la barre des 5 l/100 km. En appliquant au pied de la lettre les règles de l'écoconduite, on parvient même à tutoyer les 4 l/100 km.

Équipement : un coréen qui se décline à l'envie

À l'instar de leurs rivales japonaises, les marques coréennes n'ont jamais été portées sur les listes d'options à rallonge, préférant décliner leurs gammes en de nombreux niveaux d'équipement. Une politique que l'on retrouve sur le nouveau Kona puisque, dans sa variante hybride, il ne propose pas moins que 4 déclinaisons.

Comme toujours chez Hyundai, l'entrée de gamme, nommé ici Intuitive, se veut plutôt complète. Les radars de stationnement sont présents à l'avant et à l'arrière, la climatisation est automatique et bi-zone, les feux de route sont automatiques, le régulateur de vitesse adaptatif et le démarrage se fait grâce à une clé mains libres. On trouve également les jantes alliage de 16" et la navigation connectée. À partir de la version Creative, ce contenu s'enrichit des compteurs numériques, des jantes de 18", du chargeur de smartphone à induction, du détecteur de pluie, de la sellerie cuir/tissu et du détecteur d'angles morts. Le stationnement par télécommande arrive, pour sa part, sur la finition Executive, tout comme la caméra 360°, la clé digitale, le hayon mains libres ainsi que les sièges en cuir, ventilés et électriques à l'avant. Récemment, la gamme s'est vue compléter par la N Line Executive, au look extérieur plus sportif et qui troque sa sellerie cuir pour une autre, mêlant cuir et Alcantara.

Chez Renault, au contraire, la gamme du Captur s'est, il y a quelques semaines, réduite à seulement 3 propositions : Evolution (jantes alliage 17", radar de recul, clé mains libres...), Techno (peinture bi-ton, jantes 18", caméra de recul...) et E-Tech Engineered (GPS, combiné d'instrumentations digital 10", radars de stationnement avant, look extérieur spécifique).

En contrepartie, l'offre en matière d'options, limitée aux peintures, toit noir et toit ouvrant sur le Kona, comprend ici plus d'une dizaine de références. On trouve, notamment, le pack Advanced Driving Assist (régulateur de vitesse adaptatif, détecteur d'angles morts, volant chauffant...), le pack Bose Sound System ou encore la roue de secours, le toit ouvrant et les sièges avant chauffants.

Les fans de personnalisation seront sensibles aux nombreuses propositions de teintes extérieures, monochromes ou bi-ton, disponibles sur ces deux SUV. Selon les versions, on en compte jusqu'à 13 sur le coréen et carrément 19 sur le français.

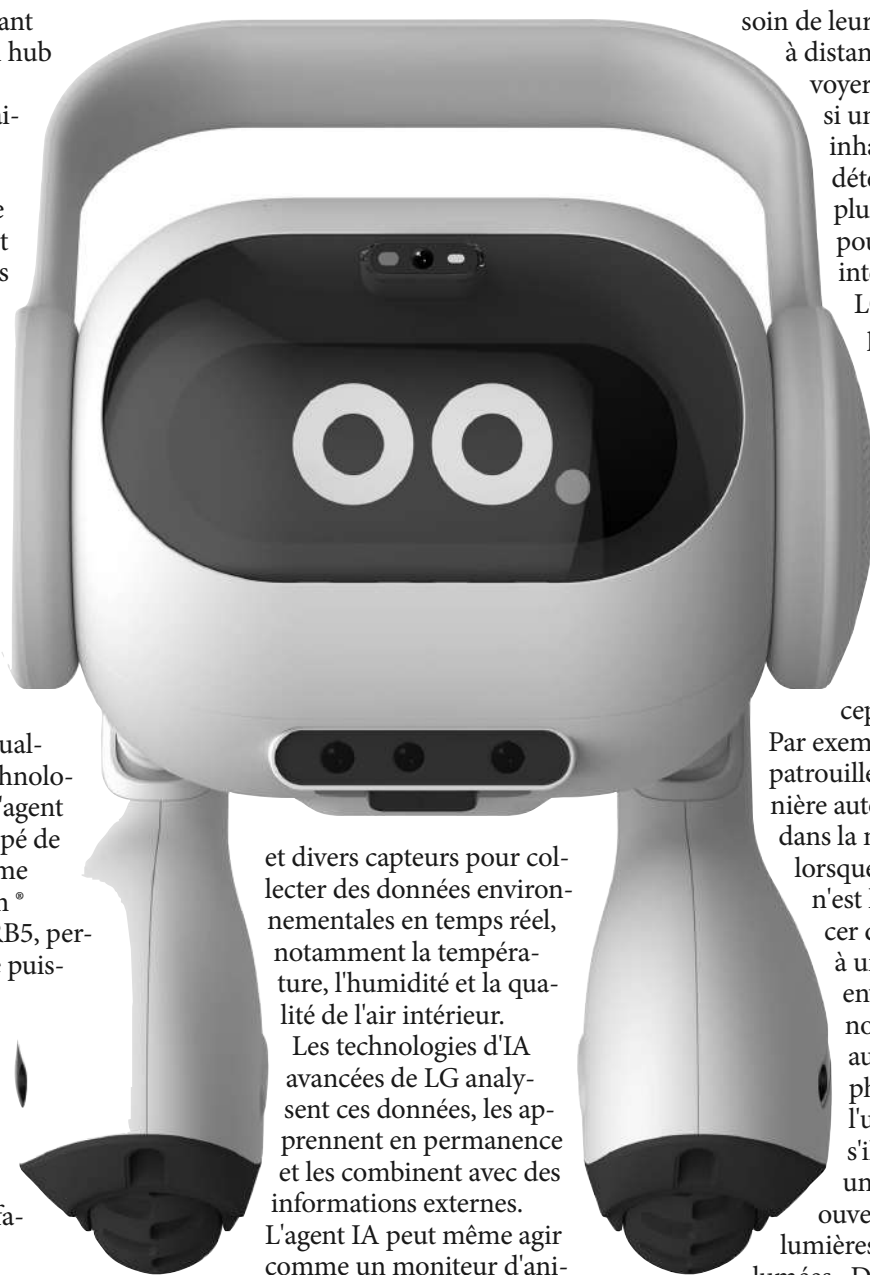
INNOVATION

LG inaugure la « maison zéro travail » avec son agent IA pour maison intelligente

L'innovation révolutionnaire de l'entreprise exploite les dernières technologies d'IA, de mobilité autonome et de services de conversation pour une vie plus intelligente à la maison

LG Electronics (LG) a dévoilé son agent innovant d'intelligence artificielle (IA) pour maison intelligente. L'agent d'IA pour maison intelligente de LG dispose de technologies robotiques, d'IA et multimodales qui lui permettent de se déplacer, apprendre, comprendre et participer à des conversations complexes. À la fois gestionnaire de maison et compagnon polyvalent, la solution de vie intelligente de LG améliore la vie quotidienne des utilisateurs et met en valeur l'engagement de l'entreprise à réaliser sa vision « Maison sans travail ». Grâce à sa conception avancée de roues « à deux pattes », l'agent IA pour maison intelligente de LG est capable de naviguer dans la maison de manière indépendante. L'appareil intelligent peut interagir verbalement avec les utilisateurs et exprimer des émotions grâce aux mouvements rendus possibles par les articulations de ses jambes. De plus, l'utilisation de la technologie d'IA multimodale, qui combine la reconnaissance vocale et d'image avec le traitement du langage naturel, permet à l'agent IA de la maison intelligente de comprendre le contexte et les intentions ainsi que de communiquer activement avec les utilisateurs.

Fonctionnant comme un hub « mobile » pour la maison intelligente, cet agent IA se connecte et contrôle les appareils électroménagers intelligents et les appareils IoT domestiques. Grâce à la dernière collaboration de LG avec Qualcomm Technologies, Inc., l'agent IA est équipé de la plateforme Qualcomm® Robotics RB5, permettant de puiser les fonctionnalités d'IA sur l'appareil telles que la reconnaissance faciale et utilisateur. L'agent IA utilise sa caméra intégrée, son haut-parleur



et divers capteurs pour collecter des données environnementales en temps réel, notamment la température, l'humidité et la qualité de l'air intérieur. Les technologies d'IA avancées de LG analysent ces données, les apprennent en permanence et les combinent avec des informations externes. L'agent IA peut même agir comme un moniteur d'animaux et un agent de sécurité, offrant aux utilisateurs la possibilité de voir et de prendre

soin de leurs animaux à distance et d'envoyer des alertes si une activité inhabituelle est détectée. De plus, l'agent IA pour maison intelligente LG offre une polyvalence et une évolutivité ex-

ceptionnelles. Par exemple, il peut patrouiller de manière autonome dans la maison lorsque personne n'est là, se déplacer d'une pièce à une autre et envoyer des notifications au smartphone de l'utilisateur s'il trouve une fenêtre ouverte ou des lumières laissées allumées. De plus, il peut aider à économiser l'énergie en se connectant à une

prise intelligente et en éteignant les appareils inutilisés dans toute la maison. Lorsque l'utilisateur rentre chez lui, l'agent IA l'accueille à la porte d'entrée, discerne ses émotions en analysant sa voix et ses expressions faciales et sélectionne la musique ou tout autre contenu en fonction de son humeur. Il assiste également les utilisateurs dans leur vie quotidienne en leur fournissant des détails sur les transports, des mises à jour météorologiques, des horaires personnels ou des rappels de prise de médicaments. Avec l'agent IA pour maison intelligente et ses fonctionnalités de hub actif, LG vise à libérer les utilisateurs de la charge des tâches ménagères et cherche à s'imposer comme un acteur dominant sur le marché de la maison intelligente. « Notre agent IA révolutionnaire pour la maison intelligente combine des technologies de mobilité autonome et d'IA de pointe avec des capacités et des services de communication avancés pour aider les clients à se libérer des tâches ménagères », a déclaré LyuJae-cheol, président de LG Electronics Home Appliance & Air Solution Company. « Entreprise de solutions de vie intelligente, LG continue à aider ses clients à vivre une vie plus intelligente et plus agréable à la maison. »

La Chine expérimente la 6G depuis l'espace

Alors que les prémices de la technologie 6G sont à peine posés et que cette dernière ne s'annonce pas mature avant la prochaine décennie, China Mobile, le plus grand opérateur mondial, vient de lancer un satellite de test 6G en orbite terrestre basse qui réduirait les délais de latence et assurerait un débit de transmission inégalé, deux axes essentiels pour fiabiliser et soutenir les applications des nouvelles technologies déployées sur terre. Alors que la 5G est encore en phase de déploiement sur une grande partie de la Planète, China Mobile vient de lancer un satellite destiné à expérimenter une première connexion 6G depuis l'espace. Un vrai réseau terrestre n'est toutefois pas attendu avant 2030. Tandis que la « vraie » 5G, totalement indépendante de la 4G, avec des performances revues à la hausse, ne sera déployée en France que cette année, les Chi-

nois se tournent déjà vers la 6G avec un premier test... dans l'espace. En effet, China Mobile, qui n'est ni plus ni moins le plus grand opérateur de téléphonie mobile au monde par son nombre d'abonnés, a lancé avec succès le premier satellite au monde dédié à des tests concernant la 6G, confirme China Daily.

La promesse d'un débit de 1 Térabit par seconde

Placé en orbite basse, à environ 500 kilomètres de la Terre, ce satellite est donc le tout premier à embarquer une architecture 6G, développée par China Mobile, en collaboration avec l'Académie chinoise des sciences. Son orbite basse doit favoriser des transferts rapides et une faible latence par rapport à des satellites qui évoluent à 36 000 kilomètres au-dessus de nos têtes. L'idée est de pouvoir, au moment du déploie-

ment du réseau 6G, combler ses lacunes sur Terre via un système satellitaire parfaitement au point. Ce projet expérimental est lancé alors que le déploiement des premiers réseaux compatibles 6G, en Chine ou en Corée du Sud, n'est pas attendu avant 2030. Sur le papier, les promesses de la 6G sont impressionnantes, avec des débits pouvant atteindre 1 Térabit par seconde (soit 1 000 Gigabits par seconde !) et une latence quasi-nulle. D'autre part, la 6G sera particulièrement adaptée à l'Internet des objets, avec la possibilité de détecter et de relier entre eux de nombreux appareils ou véhicules connectés dans un rayon donné.

La Chine déploie déjà son matériel pour la 6G

La Chine vient de mettre en orbite le tout premier satellite 6G au monde. Cette technologie devrait offrir un débit multiplié par 100 par

rapport à la 5G et permettre des communications sans perte dans l'espace. La 5G commence à peine à être déployé à travers le monde que la course à la 6G a déjà commencé. Selon Yicai Global, la Chine vient de mettre en orbite 13 nouveaux satellites, dont le tout premier satellite 6G. Cette technologie promet des transferts de données jusqu'à 100 fois plus rapides qu'avec la 5G, ainsi qu'une latence réduite à moins d'une milliseconde. Les chercheurs chinois souhaitent étudier les performances de la 6G dans l'espace. La prochaine norme mobile devrait permettre des transmissions sans perte et une consommation énergétique réduite sur des communications longue distance. Là où la 5G utilise des fréquences millimétriques jusqu'à 30 gigahertz, cette nouvelle génération de communications passe dans la bande des fréquences térahertz. Ce satellite expérimental emporte également des capteurs

optiques pour fournir des images prises en orbite, ainsi que pour surveiller les catastrophes naturelles comme les feux de forêt et les inondations, ou encore observer les récoltes et les ressources en eau. Le décollage a eu lieu depuis la base de lancement de Taiyuan et marque la première mise en orbite d'appareils étrangers par la fusée chinoise Longue Marche 6. Elle a déployé dix satellites argentins NewSat en plus de deux autres satellites chinois Beihangxing-1 et Bayi 03. Cette prochaine norme mobile devrait permettre de nouvelles applications en réalité mixte, qui mélange réalité virtuelle et augmentée, ainsi que l'usage des hologrammes volumétriques. Il ne faudra toutefois pas s'attendre à rencontrer cette technologie prochainement. Selon le calendrier de Samsung, les premiers réseaux 6G ne seront pas opérationnels avant au moins 2028.

Mots fléchés

Cucurbitacées	↓	Relatif à un continent	↓	Classement aux échecs	↓	Mit l'accent sur	↓	Respiration haletante	↓	Bravade	↓	Concurrence la NASA	↓
Chapeaux de feutre	→	Jolies fleurs	→	Bien stable	→	Donnée au départ	→		→	Célèbre dépêche	→	Produit naturel	→
	↓		↓		↓		↓			Pierre d'achoppement	↓		
Pelages de bovidés	→							Capitale de la Bulgarie	→				
Jouas de l'argent	→												
	↓					Capitale de Chypre	→						Mises à niveau
Reçoivent des signaux lumineux	→							Devraient être supérieures aux demandes		Qui vient de partir	Lanthane	→	
Colores	→									Sorte d'anévrisme			
	↓					Pièce de tissu	→					Film de Roman Polanski	
						Cyclisme sur piste	↓						
Ficelles fines		Échange donnant, donnant		Vie active sur deux pages		Troubla	→						
	↓					Petit sous-officier	↓						
								Instruments à vent	→				
								Reste de repas	↓				
Pays asiatique sans accès à la mer		Ragaillard	→							Fin de phrase	→		
	↓	Frère de Moïse								Divertissement	↓		
				Armés un navire		Ensemencasse	→						
						Jeu de cour	↓						
Actinium	→			Lettre arménienne	→			Devant la remorque	→				Tombe sans bruit
Métal précieux	→			Grand lac américain	→			Tacheté	↓				
	↓									Flottes aériennes	→		
		Embellît	→							Ouvre le périodique			Chrétien d'Orient
		Vient de rire	↓										
Alençon est sa capitale	→					Enlèvements crapuleux	→					Lac en montagne	→
Cohésion	→											Maison de Provence	↓
	↓												
						Mère de l'Humanité	→			Huile dans le pétrole	→		
						Commune roumaine	↓			Frère de Cham	↓		
Il joua dans le Grand Bleu		Poinçons de bourrelier		Lieu de refuge	→					Chic autrefois	→		
	↓	Surcharge	↓										
						Unies par traité	→						Invraisemblable
						Aigrette	↓						
Abandonnée	→									Manganèse	→	Le pis lui arriva	→
De bonne heure	→									Montée des eaux		Réalisateur français	↓
	↓												
						Sonnait et trébuchait	↓	Instrument à vent	↓	Coupe ras	→		
										Ne rumine plus	↓		
Docteur au cinéma	→			Donne de jolis traits		N'a subi aucune préparation	→					Parc animalier	→
Troupe de chiens	→												
	↓												
						Grosse colère	→						
Petite sainte	→					Roman d'Emile Zola (la)	→			Refuse de se confesser	→		

Hécatombe dans l'industrie allemande : après Miele, Bosch va sabrer plus de 3.000 postes

Face aux difficultés, l'industriel allemand prévoit des coupes sévères dans ses effectifs dans les mois à venir. Empêtrée dans une crise à rallonge, l'économie allemande s'enfonce toujours plus dans la récession. La vague des plans sociaux déferle en Allemagne. Après le fleuron Miele, l'industriel allemand Bosch prévoit de supprimer 3.500 postes dans le monde d'ici fin 2027, parmi les employés administratifs de sa filiale BSH spécialisée dans l'électroménager, a annoncé cette dernière.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 26 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CONSOLIDATION DES VALEURS DE MODÉRATION ET BANNISSEMENT DE L'EXTRÉMISME

Le président Tebboune met en avant le rôle de Djamaâ El-Djazaïr

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en avant, dimanche à Alger, le rôle de Djamaâ El-Djazaïr dans la consolidation des valeurs de modération et le bannissement de l'extrémisme et du fanatisme.

Visitant la Bibliothèque de Djamaâ El-Djazaïr, en marge de la cérémonie d'inauguration officielle de cet édifice, le président de la République a souligné la nécessité pour Djamaâ El-Djazaïr de contribuer à la consolidation des valeurs de modération et au bannissement de l'extrémisme et du fanatisme. Il a instruit les responsables de la Bibliothèque à l'effet d'adopter des règles claires dans la validation des ouvrages à exposer. Les livres « ne doivent pas véhiculer de dérives et d'idées contraires à notre religion, à nos traditions et à la modération prônée par nos aïeux et nos cheikhs », a-t-il insisté.

Le président de la République a en outre appelé à enrichir la bibliothèque d'ouvrages de référence dans différentes spécialités scientifiques, mettant l'accent sur l'importance de la formation en finance islamique, en économie et en droit.

Au Centre culturel de Djamaâ El-Djazaïr, le président de la République a appelé les responsables de cette structure à collaborer avec les différentes institutions de l'Etat pour l'organisation de conférences et de colloques, au regard des technologies modernes dont elle est dotée.

La Bibliothèque de Djamaâ El-Djazaïr peut recevoir jusqu'à un (1) million d'ouvrages. Elle compte aussi plusieurs espaces dédiés à différentes activités, dont une salle de lecture et une salle multimédia.

Classée troisième plus grande mosquée au monde, derrière Al-Haram à la Mecque et la mosquée Al-Nabawi à Médine, et déployé sur une superficie totale de plus de 27 hectares, Djamaâ El Djazaïr constitue un véritable pôle attractif à caractère religieux, culturel et scientifique.

Se distinguant à l'échelle internationale par son minaret, le plus haut au monde avec ses 265 mètres, ce pôle civilisationnel et religieux dispose d'une salle de prière de 20.000 m2 pouvant accueillir jusqu'à 120.000 fidèles.

Djamaâ El Djazaïr dispose également de 12 bâtiments indépendants dont une grande bibliothèque riche d'un million d'ouvrages et pouvant recevoir jusqu'à 3.500 personnes.

Sa bibliothèque, qui inclut en son sein un laboratoire de restauration des manuscrits, est chargée notamment de promouvoir les fondements de la civilisation islamique et d'établir des relations de coopération avec les établissements culturels et scientifiques similaires à l'échelle nationale et internationale. Un Centre culturel et une maison du Coran "Dar El Coran", dédiée aux étudiants en post-graduation algériens et étrangers en sciences islamiques et sciences humaines, font également partie l'édifice. "Dar El Coran", baptisée "Ecole nationale supérieure des sciences islamiques", est chargée d'assurer, entre autres, une formation spécialisée de haut niveau au profit des diplômés des établissements de formation et d'enseignement supérieurs et la formation des cadres qualifiés dans le domaine des sciences humaines et sociales.

ALGÉRIE-IRAK

Arkab remet une lettre du président de la République à son homologue irakien

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a été reçu, dimanche à Bagdad (Irak), en qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, par le président de la République d'Irak, M. Abdelatif Djamel Rashid, à qui il a remis une lettre de Monsieur le Président de la République, indique un communiqué du ministère.

M. Arkab a transmis, à cette occasion, «les salutations fraternelles de Monsieur le Président de la République à son frère, le président de la République d'Irak, M. Abdelatif Djamel Rashid», précise le communiqué.

La rencontre a permis, selon la même source, de réaffirmer «l'importance qu'attachent les deux parties au renforcement des relations fraternelles unissant les deux pays et à l'élargissement de leur coopération bilatérale pour englober tous les domaines d'intérêt commun, en adéquation avec les potentialités considérables dont disposent les deux pays, notamment dans le domaine énergétique».

Le ministre de l'Énergie et des Mines a, en outre, passé en revue les principales mesures prises par l'Algérie et les préparatifs

en cours, en prévision de la tenue du 7ème Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), prévu à Alger du 29 février au 2 mars prochain, insistant sur «l'aspiration du président de la République à la participation qualitative habituelle de la République d'Irak, pays frère, afin que ce sommet soit un rendez-vous pour réaffirmer le renforcement du dialogue et intensifier les concertations entre les pays membres du GECF et une véritable source de propositions, d'expertises et de conseils en matière d'industrie gazière», note le communiqué. Les deux parties ont, également, relevé «l'importance des consultations entre les deux pays pour coordonner les positions au sein de l'OPEP+ et du GECF».

Lors de cette rencontre, le président de la République d'Irak a chargé M. Arkab de transmettre «ses salutations personnelles et fraternelles à Monsieur le Président de la République, lui assurant la participation et la contribution de l'Irak à la réussite de ce sommet et à la consolidation du principe de concertation entre les Etats membres, ainsi qu'au renforcement du dialogue entre les producteurs de gaz et

les pays consommateurs pour un approvisionnement énergétique fiable et au coût abordable à travers le monde entier, de même qu'il a renouvelé son soutien au développement des relations historiques qui unissent les deux pays dans tous les domaines».

Par ailleurs, M. Arkab s'est entretenu avec le vice-Premier ministre chargé des affaires énergétiques et ministre irakien du Pétrole, M. Hayan Abdel-Ghani. Les deux parties ont examiné, à cet effet, les relations de coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie, les opportunités d'investissement et l'échange d'expériences entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production des hydrocarbures et de la pétrochimie, outre l'échange d'expériences entre les sociétés des deux pays, ajoute la même source. Le ministre irakien du Pétrole a exprimé le souhait de son pays de «bénéficier de l'expérience algérienne dans plusieurs domaines liés à l'énergie, notamment à travers la possibilité de présence et d'investissement de Sonatrach dans le secteur des hydrocarbures en Irak».

APS

OCI

Amar Belani rappelle les efforts constants de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne

L'Ambassadeur d'Algérie à Ankara, Amar Belani, a rappelé les efforts constants de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, appelant les états membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à dénoncer les attaques aveugles contre les civils palestiniens. Dans une déclaration samedi à Istanbul à l'occasion des travaux de la session extraordinaire de la Conférence islamique des ministres de l'Information (OCI), qui s'est tenue sous le thème "Désinformation et hostilités de l'autorité d'oc-

cupation israélienne contre les journalistes et les médias dans le territoire palestinien occupé", M. Belani a rappelé les efforts constants de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, en particulier depuis son élection en qualité de membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU. Tout en condamnant le ciblage délibéré et systématique des journalistes palestiniens par l'occupation israélienne, le diplomate qui a conduit la délégation algérienne, a exhorté les Etats membres (de l'OCI) à agir collectivement pour lutter

contre la désinformation et pour dénoncer les attaques aveugles contre les civils palestiniens. Le communiqué final de la session extraordinaire de l'OCI a condamné l'agression militaire actuellement menée par (l'entité sioniste), la puissance occupante, contre le peuple palestinien, ainsi que l'oppression systématique, le massacre et le génocide des civils palestiniens dans la Bande de Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, et en Cisjordanie occupée, y compris Al-Qods-Est, appelant, à ce titre, à un ces-

sez-le-feu inconditionnel afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Il a souligné que la seule voie vers la paix et la sécurité passe par la réalisation des droits du peuple palestinien à l'indépendance nationale et à la souveraineté de l'Etat de Palestine, avec Al-Qods Al-Charif pour capitale et a mis l'accent sur la nécessité de coordonner les efforts des Etats membres pour contrecarrer les tentatives de l'entité sioniste d'occulter les destructions sur le terrain en intimidant les journalistes.

TINDOUF

Plusieurs projets de développement dans la commune d'Oum Lassel

Plusieurs projets de développement dans différents secteurs d'activité ont été réalisés durant les dernières années dans la commune d'Oum Lassel, dans la wilaya de Tindouf, susceptibles d'améliorer le cadre de vie de la population locale, ont indiqué dimanche des responsables de cette collectivité locale. Ces opérations, pour lesquelles une enveloppe financière de neuf (9) milliards dinars a été allouée, ont concerné le secteur de l'éducation, qui a été renforcé par un lycée et trois (3) écoles pri-

maires, en plus d'un collège d'enseignement moyen (CEM) dont le chantier est en voie d'achèvement, a déclaré à l'APS le président de l'assemblée populaire communale (P/APC), Mohamed Haidas. Cette collectivité située à 170 km au nord du chef lieu de wilaya, a également été renforcée d'une polyclinique, d'un abattoir communal, un groupement administratif, et d'une station d'épuration des eaux usées, en plus d'un musée du patrimoine, a ajouté la même source. Dans le but de rapprocher l'admi-

nistration du citoyen, une installation administrative de l'assurance sociale a été réalisée dans la commune d'Oum Lassel, alors que les travaux des chantiers d'autres structures sont en cours d'achèvement, a-t-il expliqué. S'agissant des opérations destinées pour les zones d'ombre, des résultats "remarquables" ont été réalisés notamment, dans les localités de Hassi Khebi et Hassi Mounir, ainsi que à travers les banlieues de la commune, a fait savoir la même source.